M 1659 – 1241 – 5,00F

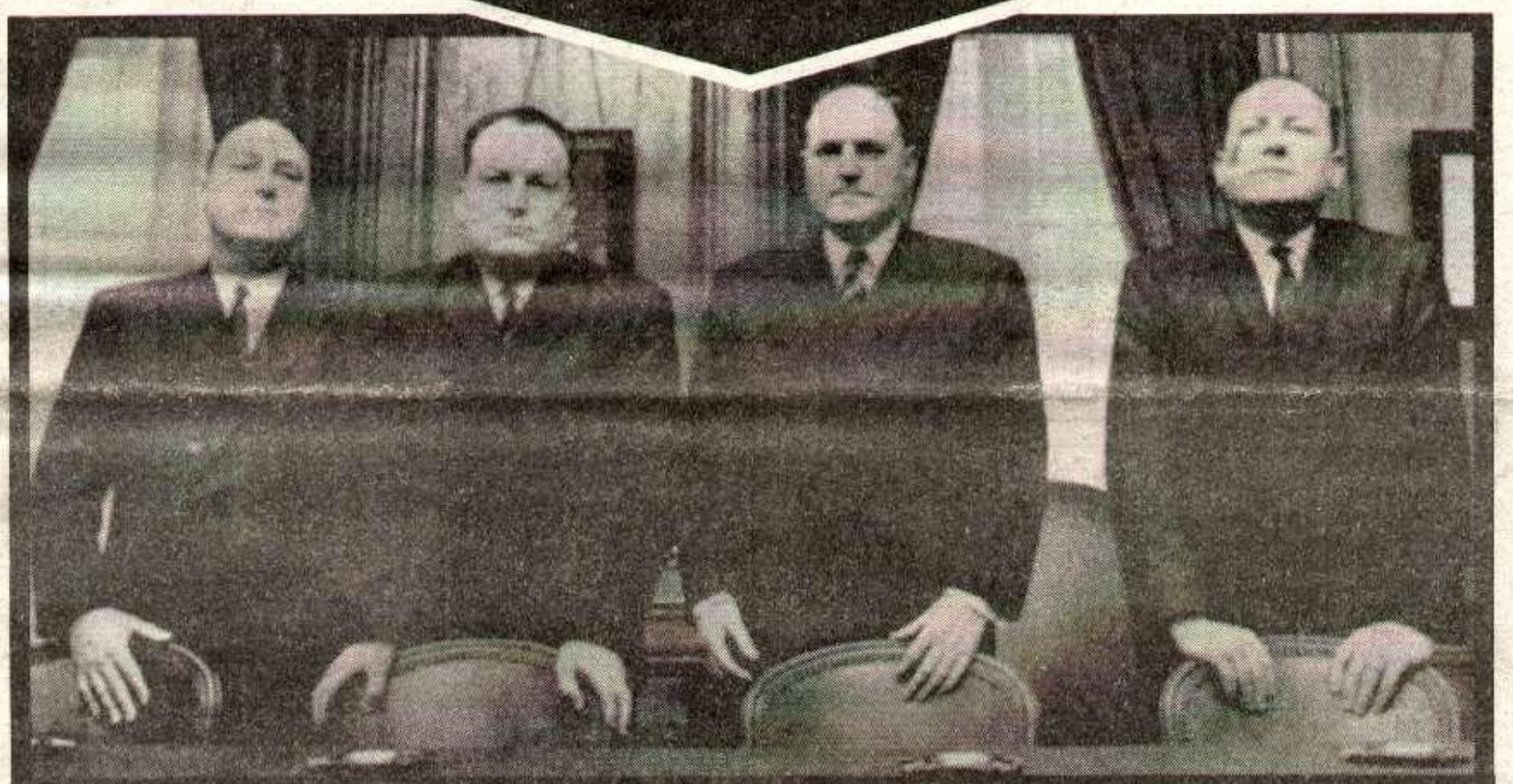
du 20 mars au 26 mars 1981

l'humanité rouge

organe central du PCML

A PROPOS DES DEBATS EN COURS DANS LE MOUVEMENT SYNDICAL

LA CRISE C'EST POUR VOUS PAS POUR EUX !



En un soir, lors d'une vente aux enchères à Lille, les fréres Willot ont empoché ce qu' une de leurs ouvriéres aurait gagné en 300 ans !

PLOGOFF

«NOUS NE DÉVIONS PAS DE NOTRE OBJECTIF»

La population de Plogoff, on le sait, a, de façon quasi-unanime, refusé le projet d'installation d'une centrale nucléaire. L'enquête d'utilité publique qui s'était déroulée sous le signe de l'occupation policière s'était soldée par un échec pour le gouvernement. Néammoins, le 2 décembre dernier, en violation de toute démocratie, le gouvernement publiait une déclaration d'utilité publique. On comprend la colère de la population de Plogoff quand, contre sa volonté, la fédération du Finistère sud du PCF se livre à des tractations avec l'EDF pour préparer la construction de la centrale.

Comment prendre cela autrement que comme un coup dans le dos?

Début février, à Quimper, une délégation conduite par le secrétaire de la fédération du Finistère sud du PCF, Pierre Rainero, et comprenant Mme Gouriou, secrétaire de la section de Plogoff, a rencontré à Quimper, M. Delattre coordonateur d'EDF, et M. Rongères, directeur de l'aménagement des travaux du chantier de la centrale. La discussion a duré deux heures, et a été, selon Pierre Rainero, *«très constructive»*. Elle a porté sur les conditions de déroulement des travaux. C'est dans ce contexte que des incidents ont eu lieu, il y a quelques temps, entre les habitants de Plogoff et des militants du PCF.

Notre correspondant en Bretagne a rencontré Amélie Kerloc'h, maire de Plogoff, pour faire le point de la situation.

Entretien avec Amélie Kerloc'h maire de Plogoff

■ Il y a quelques semaines, la population de Plogoff s'est heurtée à des militants du PCF, et notamment des responsables. Comment en est-on arrivé là?

Le PCF était avec nous dès le départ, la section de Plogoff nous a toujours aidés. En juin 1976, ils étaient avec nous sur les barrages. Dans *Le Douarneniste* (journal local du PCF), ils publiaient des déclarations contre la centrale. En 1978, Jean Pierre Jeudy, maire PCF de Carhaix, fut le meilleur défenseur de Plogoff au Conseil général. En janvier 1979, *Le Douarneniste* était encore contre la centrale. A partir de la visite de Georges Marchais à Carhaix et à Brest début 79, il y a eu revirement des communistes de la région. Il y avait toujours Michel Mazéas (maire PCF de Douarnenez) qui est resté un des derniers à nous défendre. Il est allé en Amérique, à Three Miles Island; je l'ai entendu dire, lors de la projection du film *Le syndrôme chinois*, *«Je serai toujours contre la centrale de Plogoff car un accident comme celui d'Harrisbourg peut arriver en France»*.

Le 6 février, une lettre du conseiller général Cogan, maire UDF de Plouhinec, adressée à tous les élus du canton pour former une association type loi 1901, qui glisserait vers une sorte de syndicat intercommunal, a mis le feu aux poudres. Le Comité de défense a tout de suite réagi et s'est présenté devant la mairie de Plouhinec pour demander audience à Cogan. Ils ne l'ont pas trouvé. C'est ce qui les a le plus énervés, car c'est un conseiller général fuyant. De là, ils sont venus chez Madame Gouriou, secrétaire de la section locale du PCF. Là il y a eu un chahut; elle a participé à une réunion avec EDF à Quimper, elle devait des explications aux gens de Plogoff. Elle devait prendre ses responsabilités. Si elle était restée dehors pour parlementer, ça se serait passé plus calmement. Puis les gens sont rentrés chez eux. Le lendemain, une délégation PCF est venue de Quimper et d'ailleurs. Il y avait les permanents, deux secrétaires de la fédération du Sud-Finistère, Paul Le Gall (membre du Comité Central) Jean Pierre Jeudy, Michel Mazéas et des militants. C'était de la provocation. Ils avaient sans doute l'intention de manifester. Mazéas a fait un bras d'honneur en passant au bourg. La voiture suivante a été interceptée: il y avait à l'intérieur un mégaphone, des tracts, des banderolles. Lajoinie, président du groupe parlementaire communiste, est venu la semaine suivante. Plogoff a répondu par le silence et le mépris le plus complet. Ils ont traversé Plogoff; tout était fermé: mairie, poste, commerces, etc...

Les gens de Plogoff sont assez sensés. Nous tournons la page; nous ne dévions pas de notre objectif: la lutte contre l'implantation de la centrale.

■ Le 2 décembre, le journal officiel publiait la déclaration d'utilité publique de la centrale de Plogoff. Comment se comporte la population?

La population reste vigilante. Aucune voiture ne vient sans être suspectée, et éventuellement contrôlée. Il arrive que nous tombions sur des gens de l'EDF qui essaient de venir sur le terrain. Dans les communes environnantes, c'est pareil. Le Comité de vigilance (qui regroupe toutes les structures d'opposition à la centrale sur l'ensemble du Cap Sizun) reste sur ses gardes. Donc, il arrive qu'il se déplace sur Quimper, Pont-Croix et Audierne suivant les réunions. Ainsi, Guermeur (député RPR du coin) est venu à Audierne pour le premier de l'an, — alors qu'il ne venait jamais d'habitude — accompagné de M. Goudard, sous-préfet aux Affaires Économiques; c'est celui-ci qui avait dirigé l'enquête d'utilité publique, l'hiver dernier. Ils ont été chahutés et sont partis sous la protection des gendarmes locaux.

■ Comment procède EDF?

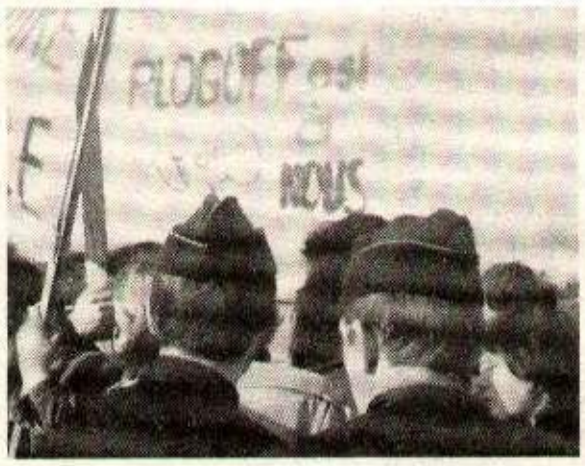
EDF travaille sournoisement en essayant d'acquérir les terres. Ils téléphonent aux propiétaires de terrains à toute heure de la journée. Tous les moyens sont bons pour tenter de faire fléchir les gens: *«Un tel a vendu, votre voisin a vendu.»* Ils proposent 3,5 millions anciens l'hectare de lande, 12 millions l'hectare de terre agricole.

■ Et les gens de Plogoff, comment évoluent-ils?

Les gens sont plus durs. On vit continuellement avec ça en tête. La façon d'agir du gouvernement, d'EDF et des partis politiques pro-centrale font que les nerfs sont à fleur de peau à Plogoff.

■ Comment voyez-vous l'avenir immédiat?

Nous sommes en période électorale. C'est spécial. La situation sera plutôt calme jusqu'aux élections... Nous allons écrire à tous les candisats pour leur poser précisément la question: *«quelle position adoptez-vous sur l'implantation d'un centrale à Plogoff?»*, afin qu'ils ne fuient pas le problème en déviant sur le programme nucléaire.



Un rassemblement sur le site le dimanche de Pâques : c'est le projet du Comité de défense de Plogoff afin de montrer que, malgré l'intoxication et les provocations montées par le pouvoir, EDF et leurs complices, *«Plogoff ne baisse pas les bras»*. Plogoff ne baisse pas les bras, et chaque semaine qui passe apporte la preuve de la détermination et de la mobilisation de la population.

Sur le site même de Plogoff, un rassemblement dont l'ampleur avait été volontairement limité a réuni 8000 personnes le 15 février. Dans le canton de Pont-Croix, FDSEA et CDJA dénoncent l'achat d'une exploitation agricole par EDF au prix exhorbitant de 180 millions anciens pour 33 hectares et déclarent : *«Nous avons voulu marquer le coup sur le terrain. Ceci n'est qu'un avertissement. Si les moyens légaux n'aboutissent pas, nous aurons recours à l'action syndicale et nous savons que nous pouvons compter sur l'appui des cantons voisins.»*

Quant aux pêcheurs du pays bigouden, ils ont clairement rappellé leur refus de la centrale. A l'occasion de la venue de Chirac, plusieurs centaines de personnes ont manifesté au Guilvinec (port de pêche bigouden) et se sont heurtées aux gendarmes mobiles (voir photo ci-dessus).

Les faveurs de la Pravda

Le 13 mars, *La Pravda* a publié un long commentaire faisant le point, vu de Moscou, de la préparation des élections présidentielles françaises.

Au sujet de Giscard d'Estaing, on peut lire : *«En France, il a gagné une autorité personnelle en tant qu'homme politique prudent et de sang-froid, en particulier dans l'arène internationale où les positions de la France se sont renforcées ces dernières années.»*. Appréciation politique flatteuse et qui, surtout si on la compare aux jugements portés dans le même article sur d'autres candidats, traduit une préférence marquée. Si *La Pravda* n'avait pas voulu indiquer cette préférence, elle n'était pas obligée de qualifier Giscard *«d'homme politique prudent et de sang-froid»*.

Un autre candidat est l'objet de propos louangeurs; c'est Georges Marchais. On nous dit, par exemple, qu'il *«présente un programme concret et précis de défense des intérêts des travailleurs français»*, qu'il se prononce *«pour l'élargissement de la coopération entre la France et l'URSS et d'autres pays socialistes»*.

Par contre, les jugements portés envers François Mitterrand sont franchement négatifs. *La Pravda* nous dit : *«Ce qui brouille les cartes de François Mitterrand, c'est l'absence d'un programme politique clair et conséquent»*, *«non seulement les déclarations programmatiques mais la tactique électorale elle-même des socialistes confirment le glissement du Parti socialiste à droite»*, *«suscite la prudence dans de larges milieux de la société, le refus de prendre place dans la lutte des forces de gauche en France et en Europe occidentale pour l'application d'une politique de détente»*... Les prises de position de Mitterrand sur l'Afghanistan ou les SS20 ont déplu.

Il faut, au bout du compte, faire preuve d'un singulier aveuglement pour ne pas voir que *La Pravda*, porte-voix du gouvernement soviétique, souhaite voir Giscard d'Estaing réélu.

Que cette affinité à la fois pour Giscard et Georges Marchais mette celui-ci dans l'embarras, on le comprend. Il est en effet difficile d'affirmer dans le même temps être le seul candidat anti-Giscard et avoir les meilleures relations avec les dirigeants soviétiques qui, eux, sont pro-Giscard...

Pour se tirer d'affaire, le Bureau politique du PCF parle de *«machination»*, de *«truquage»*, de *«mensonge»*. Il s'agirait d'une opération montée par le PS. Si «machination» il y a, c'est plutôt du côté de Moscou qu'il faudrait regarder et se demander pourquoi Giscard trouve tant de grâce aux yeux de Brejnev. N'a-t-il pas été le chef d'Etat qui, le premier, a permis à l'URSS de rompre l'isolement dans lequel l'avait jeté l'invasion de l'Afghanistan? Ne s'est-il pas opposé à toute idée de sanction, du boycott des jeux de Moscou aux représailles économiques? Voilà qui mérite reconnaissance.

Si le PCF avait, comme l'ont fait le PCI et le PCE et comme l'aurait voulu la simple défense du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, condamné l'invasion de l'Afghanistan, soyons sûrs qu'il n'aurait pas eu droit aux louanges des envahisseurs. Et qu'il n'aurait pas aujourd'hui à chercher, à toutes forces, à vouloir se disculper de convergences inscrites dans sa politique elle-même.

Pierre BURNAND

l'humanité rouge

Fondateur : Jacques JURQUET. Directeur politique : Pierre BURNAND.
Rédaction : Gilles Carpentier, Léon Cladel, Claude Dhalluin, Hervé Dastar, Estelle Delmas, Michel Lopez, Catherine Lemaire, Claude Liria, Claude Lebrun, Charles Malloire, Pierre Marceau, Claire Masson, Alain Mercier, Nathalie Villotiers.
Secrétaire de rédaction : Pierre Marceau — Administration : Max Durand.
Imprimé par APDA — Directeur de publication : Jean-luc Einaudi.
L'HUMANITÉ ROUGE — BP 201 — 75926 Paris Cedex 19 — CCP : 30 226 72 D La Source — Commission paritaire : N° 57952 — Dépôt légal : 1er trimestre 1981.

GISCARDISME NORMAL : Les Willot licencient et empochent ... Si vous protestez on vous matraque

La lutte des classes est, paraît-il, une vieille lubie d'attardés du XIXe siècle; une fois pour toutes, le socialisme, ce rêve du siècle dernier, est dépassé; irrésistiblement, la France est en marche vers la réduction des inégalités etc...etc...La chanson est connue.

Sans doute alors que la ville de Lille se trouve quelque part, sur une autre planète, au siècle dernier. Parce que dans cette ville de Lille, voyez-vous, il s'est trouvé des patrons, les frères Willot, pour empocher en une soirée de vente aux enchères l'équivalent de trois siècles de salaire d'une ouvrière du textile. Sur cette planète-là, il y a, à la fois, deux millions de travailleurs privés du droit fondamental au travail (les frères Willot venaient d'ailleurs cette semaine-là de rallonger la liste d'un millier d'autres), des centaines de milliers d'autres qui vivent avec moins de 3 000 francs par mois, et les quelques autres qui jonglent avec les millions.

Et gare! Quand des travailleurs, révoltés par le scandale, viennent protester, on lâche les forces de répression, on matraque. Car sur cette planète-là, la police est faite pour protéger des escrocs nommés Willot, pour que les millionnaires puissent exploiter en paix...

Sur cette planète-là, la lutte des classes existe bel et bien et il faudra y instaurer le socialisme.

Mais revenons en France, bien loin de cette planète-là ...

On les appelle les «Dalton» du textile ou encore les «frères Rap'tout». Il est vrai que leur réussite donne le vertige.

En 59, ils géraient une entreprise familiale aux dents longues. En 81, ils sont devenus le premier groupe textile français, un empire financier et immobilier.

Au cours de ces 20 années, leur histoire épouse curieusement celle des gouvernements. De de Gaulle à Giscard d'Estaing, les coups de pouce ont été nombreux. Leur ascension est émaillée d'affaires juteuses, de scandales et ils sont passés maîtres dans l'art d'être rapaces. En 71, ils sont mêlés à l'escroquerie de la Garantie foncière.

Dans les mêmes années : ils rachètent Rigot Stalars, comprenant 5 usines et 1 000 salariés pour 607 francs; Couturier, pour 506 francs; les imperméables Cyclone pour un franc symbolique; la filature Désiré Laurent de Roncq (600 millions) sans bourse délier puisque l'Etat leur accorde une remise d'impôt de plus d'un milliard. En 78, ils rachètent Boussac-Saint-Frères, coiffant Bidermann sur le poteau grâce à leurs appuis au gouvernement, pour 700 millions alors que l'affaire était estimée à 100-150 milliards. Plus les actions Boussac qu'ils rachètent pour un franc symbolique.

Carte d'identité du groupe : 40 000 salariés. Chiffre d'affaire : de 10 à 12 milliards par an dont 40% dans le textile, 60% grâce au secteur de la distribution dont Conforama. Il est également parmi les 30 premiers propriétaires fonciers de France et, comble du scandale, malgré cela et sans doute pour cela : ce groupe doit pour son personnel 30 milliards à l'URSSAF et aux ASSEDIC...!

Depuis que les frères Willot ont racheté Boussac-Saint-Frères en 78, le nombre d'entreprises est passé de 102 à 83 avec 6 000 suppressions d'emplois. Ils prévoient à l'heure actuelle d'en supprimer 2 000 autres; 1 000 dans l'immédiat qui seraient surtout sous forme de pré-retraites et sans doute 1 000 autres après les élections.

4 000 suppressions d'emplois ont été annoncées en janvier dans le Nord dans le textile-habillement; le maître mot des entreprises textiles à l'heure actuelle c'est la mise à la retraite. Ainsi pour DMC, les filatures de Loos sont transférées à Mulhouse : 50 reclassements; Wallaert, disparition de quelques 350 emplois dans un délai de 5 à 6 mois (rappelons qu'en 8 ans les effectifs de cette entreprise sont passés de 9 400 en 1972 à 3 500 en 1980); Textunion, 209 mises en pré-retraites. Et Gérard Thiriez, PDG de DMC a annoncé la semaine dernière la suppression de 1 300 postes de travail; ces réductions d'effectifs se traduiront essentiellement par des mises en pré-retraites.

Prouvost : procédure portant sur 240 licenciements aux filatures de la Lainière à Roubaix et Tourcoing; là aussi de nombreuses mises en pré-retraites. Aux tissages Louis Lepoutre, 110 suppressions d'emplois dont 45 en pré-retraite.

Rhône-Poulenc a annoncé la suppression de 3 500 postes de travail dont sans doute 450 à Fourmies.

Face à cette situation, la CGT appelle à une journée d'action avec arrêts de travail et manifestations le 25 mars.

Plus de 3 siécles du salaire d'une ouvrière du textile

Le 14 mars, une partie de la collection d'art de Marcel Boussac était vendue aux enchères par les frères Willot, à Lille.

«Le Roi est mort, vive le Roi!». Le moins que l'on puisse dire, c'est que, samedi soir, le nec plus ultra de la société se pressait aux abords de l'Hôtel des ventes de la rue Desjardins. Bon chic, bon genre, fourrures et chinchillas: charognards de la haute, venus dépecer le cadavre, richissimes collectionneurs, bourgeoisie du Nord venue se montrer ; *«Vous avez vu untel»*, ou amateurs d'art venus s'offrir une «petite folie»...

Le quartier était quadrillé et il fallait montrer patte blanche : invitation ou catalogue des objets (au nombre de 160) *«Il n'y a pas grand chose»* minaudait une de ces dames, *«ce n'était que sa résidence secondaire»*.

Pas grand chose, ma chère, en effet; ces menues babioles, folies ou caprices d'un moment, représentaient seulement l'équivalent de plus de trois siècles de salaire d'une ouvrière du textile! Près d'un milliard!

Tout allait très vite, samedi soir; les bourses se déliaient, les yeux brillaient et les millions valsaient. L'adjudication d'un dessin de Boucher à 50 000 francs donnait le ton. 91 000 francs pour un Van Os, 260 000 francs pour tel autre. Passé un certain nombre de zéros, on ne regarde plus les noms. La moindre gravure s'arrachait à 1 000 francs ou 1 500 francs. Pour paraphraser Jacques Brel, *«on ne vit pas dans ces milieux-là, on compte»*... 31 millions d'anciens francs pour la *«Foire de Makariss»*.

Que l'art soit aux mains des capitalistes, que seuls puissent en jouir les bourgeois on le sait, que ce ne soit pas la crise pour tout le monde on le sait aussi. Mais lorsque le voile se lève, montrant crûment ce que l'on ne sait qu'envisager, voilà qui a de quoi retourner les sangs.

Pas celui de M. Willot qui, tard après le départ des manifestants, flanait, curieux, sur les lieux et qui expliquait à qui voulait l'entendre que, vraiment *«les frais de gardiennage, d'assurance devenaient trop importants»* et qui s'étonnait qu'une pièce de Théobald Micho était seulement adjugée à 37 millions d'anciens francs. Sans commentaire.

«Ils ont violemment matraqué»

(Témoignage d'un militant du PCML, présent à la manifestation)

«A l'appel de la CGT, une petite centaine de travailleurs étaient rassemblés samedi vers 20h30-21 heures près de l'Hôtel des ventes où devait être vendue la collection d'art de Boussac au profit des frères Willot. Il y a d'abord eu une petite manifestation qui a convergé vers la gare par les rues du vieux Lille. Les flics, des brigades mobiles entre autres, bloquaient l'accès de la Salle des ventes. Pendant une demi-heure environ, nous leur avons fait face; soudain, alors que la CGT appellait à la dislocation, les flics ont chargé assez violemment; nous n'avons pas compris. A mon avis d'ailleurs, la charge visait essentiellement les élus du PCF présents; c'est ainsi que André Colin, conseiller municipal de Lille, a violemment été matraqué à la nuque. De même, Yvan Renard, adjoint au maire de Villeneuve d'Asq et vice-président du Conseil régional a dû être hospitalisé. De même, François Dumetz, secrétaire général de l'UD-CGT a été aussi très sérieusement molesté. Sans compter tous ceux qui ont été arrosés au passage.

»Tous les militants ont pu voir, samedi soir, qu'il n'y a pas de différence à faire entre les CRS, les brigades mobiles et les gendarmes, les flotiers qui protégeraient la population, car si les uns frappaient, les autres s'appliquaient à interdire la libre expression des travailleurs. Concrètement, on a pu voir ce que signifierait le renforcement des effectifs de police...

Halte à la répression

Le lundi 16 mars, en réponse aux violences policières du samedi soir, la CGT appellait à une manifestation de protestation et à des débrayages dans les entreprises. Une journée pour mobiliser, c'était peu. La CGT, pourtant, a fait la preuve, dimanche et lundi, de toute sa force et de toute l'efficacité d'une grande organisation ouvrière mobilisant sur des objectifs clairs.

Environ 2 500 travailleurs ont manifesté à l'appel de la CGT, avec des délégations de Dunkerque, de Valenciennes, des différentes entreprises de la région dont la SPM, Renault, Thomson, les cheminots, etc... Manifestation au son de *«L'Internationale»* et du *«Chiffon rouge»*. Des drapeaux rouges frappés de la faucille et du marteau donnaient un accent particulier aux mots d'ordre : *«Liberté, justice, démocratie!»*, *«Willot voleurs, Giscard complice!»*.

Nous n'avons pas vu poindre l'ombre d'un CRS et nous avons pu investir le centre-ville qui, depuis plusieurs mois était interdit aux manifestations.

L'ampleur de la mobilisation n'y serait-elle pas pour quelque chose?

FONCTIONNAIRES SANCTIONNES POUR NON CONFORMITE AUX NORMES GISCARDIENNES

Les ministères ont défini un profil type du fonctionnaire. Si votre comportement ne se calque pas sur les normes ministérielles, sanctions, avertissements et jusqu'aux interdictions professionnelles s'abattront sur vous!

André Fluteau, membre du SGEN/CFDT vient d'être sanctionné par le recteur de l'Académie de Rouen, parce qu'il s'était rendu au Congrès national des maires de France, où il était délégué des élus de Seine-Maritime.

Alain Poiret, membre du SNPES/FEN, fonctionnaire du ministère de la Justice depuis 1972, est passé devant la troisième chambre du tribunal de grande instance de Nantes, pour renvoi de ses papiers militaires. La peine qui lui a été infligée comprend la suppression de ses droits civiques : *« interdiction d'être appellé ou nommé aux fonctions de jurés, ou autres fonctions publiques, ou aux emplois de l'administration ou d'exercer ces fonctions ou emplois »* !

Louisette Demange, sténo-dactylo depuis 1962, employée dans un lycée de Nancy est licenciée en mai 71 sur accusation «bidon» de son proviseur. Elle est d'ailleurs réintégrée immédiatement.

Pendant 7 ans, elle travaille au service de documentation de l'Inspection académique de Nancy. Bien notée, rapports élogieux, elle poursuit des études universitaires, passe un DEUG et suit une formation de documentaliste pour être intégrée dans ce corps.

En 78, on baisse brusquement ses notes en lui reprochant de passer des examens et de ne pas taper à la machine. Louisette a en effet des problèmes de santé qui l'en empêchent (des certificats médicaux le prouvent depuis 65).

Comme elle est jugée «non rentable» dans sa fonction de sténo, l'Inspection académique profite d'un déficit en postes pour la muter d'office au service des statistiques. Elle accepte cette mutation, mais étant toujours dans l'impossibilité de taper à la machine elle est accusée de «comportement anormal» et le rectorat la convoque à un examen psychiatrique auquel elle se présente.

Comme elle est reconnue «saine d'esprit», le recteur déclare que *«les mesures à prendre ne sont pas d'ordre médical mais d'ordre administratif ou disciplinaire»*. Et la mesure est prise immédiatement : C'est un blâme prononcé en avril 79 suivi d'une nouvelle mutation d'office au standard téléphonique.

A partir de là, Louisette refuse de se plier.

Elle dépose un recours administratif contre ces mesures. Une nouvelle sanction est prise contre elle. A nouveau mutée et rétrogradée en catégorie D comme agent de bureau au service des transports scolaires!

Elle refuse évidemment et c'est le Conseil de discipline le 28 février 1980 dont la procédure est elle-même entachée d'irrégularité.

SOS LIBERTÉS

POUR LA DÉFENSE DES LIBERTÉS
POUR LES LIBERTÉS DE LA DÉFENSE
POUR LA RÉINTÉGRATION IMMÉDIATE
DE JACQUES BIDALOU

Coordination des luttes — réunion publique à l'AGEGA. 117 rue de Charonne XIe. Le 25 mars de 18h à 24h (métro Alexandre Dumas).

4 forums :

—loi Peyrefitte et Cour de sûreté de l'Etat (Bretons, Corses, Colette Meynard...)

—informatisation de la carte d'identité et contrôles d'identité (racisme, immigrés...)

—psychiatrisation et interdictions professionnelles (J. Bidalou, A. Griffont, C. Demange)

—peine de mort, QHS, auto-défense

qui débouchent sur des propositions concrètes d'action...

— A l'appel de 29 organisations —

GREVE DES LOYERS AUX «4000» DE LA COURNEUVE

POUR LE DROIT AU LOGEMENT

La grève des locataires des «4000» à la Courneuve revêt une ampleur nationale, à tel point que les informations télévisées furent obligées d'y faire écho.

Cette cité, située au cœur de la Seine-St-Denis est, en effet, typique de la politique du logement du gouvernement. Suivant le précepte *«on ne prête qu'aux riches»*, ceux qui ont les revenus les plus bas, les familles les plus nombreuses n'ont accès qu'à des appartements dégradés, insalubres et chers. Lutter pour que le droit au logement soit effectivement reconnu, pour que les loyers baissent, appartient sans conteste au combat contre Giscard. Les effets de la crise économique ne se portent pas exclusivement sur l'emploi, mais aussi sur le pouvoir d'achat. Or, dans un budget, quelle est la charge par excellence incompressible, si ce n'est le loyer?

En outre, se poser le problème de lutter, c'est également poser celui de s'organiser. Quand on apprend que 98% des locataires des «4000» sont venus s'exprimer au référendum organisé par la CNL en décembre 80, on ne peut que s'en réjouir.

Nous avons rencontré Michel Chevallier, responsable de la CNL pour la Seine-St-Denis et administrateur, élu des locataires, de l'Office HLM de Paris.

Entretien avec Michel Chevallier responsable de la CNL Seine St Denis

Michel Chevallier

Après le référendum de décembre, la lutte s'est engagée sur trois points revendicatifs : la lourdeur des quittances, le problème de la sécurité, la rénovation intégrale de la cité.

Depuis 1963, les joints ont disparu des façades, 1000 logements prennent l'eau, ce qui entraîne une déperdition de la chaleur. Le chauffage étant néanmoins facturé. Les loyers sont sensiblement égaux à ceux de Paris, 1 200 francs toutes charges comprises pour un F4. Rendez-vous compte du poids du loyer dans les budgets familiaux, lorsqu'on sait que 70% des familles avaient moins de 4 000 francs/ mois, 50% moins de 3 000 francs, 30% moins de 2 500 francs, 16% moins de 1 800 francs et 75% des familles de 6 enfants avaient moins de 3 500 francs par mois en 78. Une de nos revendications est de faire descendre le prix du loyer, soit en déclassant ces appartements de la catégorie HLM à PLR (Programme de loyer réduit), soit par les coefficients d'entretien de la surface corrigée. Cette revendication satisfaite, le gain s'élèverait à 100 francs par mois.

Par ailleurs, les locataires se battent pour la suppression de la TVA sur le fuel.

Cette cité connaît comme d'autres, mais plus que d'autres encore, le problème de la sécurité. Les portes palières sont en isorel, d'un coup de pied, vous pouvez tout faire sauter. Vous partez le matin au travail, le soir quand vous revenez la porte a été fracturée. On en arrive à ce que des jeunes se piquent dans les cages d'escalier, la drogue fait des ravages, certains jeunes sont amenés à voler pour s'en procurer. Nous pensons que la présence d'îlotiers aurait un effet dissuasif, accompagnés de travailleurs sociaux, assistantes sociales par exemple.

L'assemblée générale des locataires a adopté la forme d'action la plus appropriée à la situation.

Le loyer de décembre n'a pas été payé, celui de janvier l'a été, eu égard aux allocations familiales qui sinon ne versent pas leurs prestations.

Au 1er janvier 80, l'Office HLM de Paris a mis en vigueur l'augmentation de 10% qui est intervenu à terme échu. Le loyer de décembre a alors été payé, mais celui de février ne le sera pas, celui de mars le sera par contre. Pourquoi un tel dégradé? Notre but est de réussir et de rassembler. Avec cette forme d'action, les locataires ne seront pas poursuivis judiciairement. Les risques d'intimidation sont moins importants. Certains gardiens ont, par exemple, exercé des pressions sur des locataires, en leur expliquant que s'ils suivaient la grève, ils auraient des aggio à payer. Enfin, soulignons que c'est l'assemblée générale souveraine qui a déterminé cette grève, elle est l'expression des locataires et, de fait, de 800 à 1000 d'entre eux font la grève des loyers. C'est encore l'assemblée générale qui, en fonction du rapport de forces établi entre l'Office et les locataires, décidera des suites à donner.

A ce propos, les négociations n'ont guère été entamées. Le directeur général de l'Office, M. Morel, a décliné ses responsabilités en avançant qu'il n'était pas mandaté pour discuter. Tiberi, responsable du logement à la mairie de Paris, accuse une fin de non-recevoir aux locataires. L'Elysée n'a pas cru bon non plus de recevoir la délégation exigeant la suppression de la TVA sur le fuel.

Néanmoins, nous avons obtenu un rendez-vous avec la préfecture pour établir entre la municipalité, la CNL représentante des locataires et l'Office d'HLM de Paris un calendrier de travail pour la remise en état de la cité.

Les locataires tiennent bon, ils sont déterminés à obtenir satisfaction. Ils bénéficient du soutien effectif de la CNL nationale et des élus du département. A présent, il y a une cohésion dans la cité, l'isolement d'auparavant s'est quelque peu rompu, les locataires se retrouvent dans la CNL, des pétitions ont circulé, une journée portes ouvertes a été organisée le 28 février, rassemblant les «4000», mais aussi d'autres CNL qui luttent également.

La balle est dans le camp de l'Office, il faut qu'il ait la volonté de déclasser la cité.

Pronos recueillis par
Nathalie VILLOTIERS

Lors de notre entretien avec Michel Chevallier, nous avons eu, entre autres, une discussion passionnante sur les problèmes de la sécurité et de la délinquance. Partageant la même analyse que la CNL sur l'origine socio-économique de la délinquance, nous n'approuvons pour autant ni sa proposition d'îlotiers dans la cité, ni le rapport de causalité entre la délinquance réelle et le sentiment d'insécurité. Les locataires des «4000» savent à l'instar des autres travailleurs que la formation des flics est faite d'un tissu de racisme et de haine contre les immigrés, contre les jeunes, contre les travailleurs en lutte. Les 6000 mineurs actuellement incarcérés dans les prisons françaises connaissent le circuit vols — commissariat — procès — prison. La présence d'îlotiers officialiserait la délation, réprimerait encore plus la délinquance, et transformerait à terme ces petits délinquants en malfrats dangereux... sans pour autant mettre un terme à la délinquance.

A PROPOS DES DEBATS EN COURS DANS LE MOUVEMENT SYNDICAL

Interview d'Edmond Maire au journal *Le Matin*, vive réplique de la direction de la CGT, : les deniers épisodes de la polémique sont plus vifs que jamais ; l'unité au niveau confédéral n'est pas pour demain !

La polémique, la critique mutuelle, sont tout à fait nécessaires, pour clarifier les positions, faire avancer, réaliser ou reconstituer l'unité sur tel ou tel point, pour l'action commune contre le patronat, contre l'ennemi de classe. Encore faut-il pour cela qu'elle soit menée dans cet esprit, ce qui ne semble guère être le cas actuellement. Les conséquences en sont néfastes, y compris pour ce qui existe et s'est construit d'unité à la base, entre militants des deux centrales, entre sections ou syndicats.

Nos militants, actifs dans l'un ou l'autre syndicat, nous en apportent fréquemment témoignage, de même que les luttes de ces derniers temps.

Comment changer le cours des choses ?

C'est dans l'unique but de contribuer à faire des organisations syndicales des instruments les plus efficaces, le plus unis possible, aux mains de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste que nous intervenons dans ce débat.

La situation syndicale

Mais quelle est, aujourd'hui, la situation syndicale ? Qu'il s'agisse de l'une ou l'autre centrale (CGT ou CFDT), il est certain qu'elles connaissent actuellement des difficultés : baisse des effectifs, problèmes financiers, d'organisation etc... Il n'y a que le patronat, le gouvernement, qui puissent s'en réjouir, d'autant plus qu'ils en sont les principaux responsables ; et qu'à la faveur de la crise, ils mènent une politique délibérée et systématique de «démolition» des organisations syndicales de la classe ouvrière.

Il ne fait aucun doute à ce sujet que la cible principale de leur attaque est la CGT. Attaque brutale et sur tous les plans : en attestent le nombre de militants ou d'organisations de la CGT (UL, UD...), visités par les casseurs officiels (CRS ou gardes mobiles) ou privés : milices patronales, groupes d'extrême droite (à qui l'on doit sans doute les graffitis du style «CGT égale SS», qu'on voit ces temps-ci sur certains murs).

Violences policières, poursuites judiciaires, mais aussi graves atteintes au droit d'expression. Citons dans ce domaine la *Tribune Libre* de la CGT, censurée l'an dernier sur ordre de Peugeot, la direction de ce groupe n'admettant pas qu'il soit fait état de sa responsabilité dans la mort du militant Philippe Marchaud ; et plus récemment, l'affaire de l'émission télévisée sur les jeunes à laquelle la CGT (véritable provocation) n'avait pas été invitée.

La CFDT n'échappe pas à cette répression : à l'Alsthom, à la SNIAS, etc... Mais il est clair qu'à son égard, patronat et gouvernement usent essentiellement d'une autre tactique, comptant l'attirer sur le terrain de la concertation, du syndicalisme «raisonnable» et l'éloigner de celui de la lutte de classe. Le 38e Congrès de la CFDT (et ses prémisses) leur offrait des perspectives dans ce sens, perspectives dont ils se sont ouvertement félicités. Elles ont été (pour ne citer qu'un exemple) confirmées par les négociations cédétistes lors de la discussion sur «l'aménagement» du temps de travail, où ils se sont dits prêts à signer l'abandon de la loi des 40h.

Ce que le patronat français envie aux patronats japonais ou allemand, c'est essentiellement leurs «partenaires sociaux» plus «coopératifs», «compréhensifs» et «raisonnables».

Dans notre pays, la classe ouvrière, au fil de la longue histoire de ses combats, s'est forgée un syndicalisme différent, un **syndicalisme de lutte de classe**, dont la CGT est très largement l'héritière.

C'est à lui que s'en prennent, par leur double tactique, patronat et gouvernement. C'est l'un des principaux enjeux de l'affrontement aujourd'hui entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. Et à voir l'âpreté de l'attaque, l'ampleur des moyens (matériels, idéologiques) mis en œuvre par la bourgeoisie, il ne s'agit pas d'une «vieillerie» marxiste périmée !

Les choses étant ainsi situées, voyons un peu maintenant de plus près la situation de la CGT.

La CGT isolée ?

Au contraire de ce qu'affirme Edmond Maire dans son interview au *Matin*, ou d'autres dirigeants cédétistes à diverses occasions, nous pensons que l'isolement actuel —et il est réel— de la CGT est essentiellement le fait, le résultat de cette double tactique patronale dont nous venons de parler. Et le recentrage cédétiste, réponse plutôt favorable aux sirènes de la concertation et du syndicalisme «raisonnable», n'a pas contribué à faire barrage à ces opérations d'isolement. La volonté ouvertement exprimée par E. Maire dans son interview au *Matin*, de rechercher l'unité avec «d'autres confédérations» et d'abandonner le pôle CGT–CFDT (l'unité privilégiée avec la CGT aurait eu selon Maire l'effet négatif de couper le mouvement syndical en deux), ne va pas y contribuer non plus ! (Sur ce plan, E. Maire va aujourd'hui plus loin que le congrès de Brest...).

Mais, à cette tactique d'isolement par le patronat, les dirigeants de la CGT ont répondu par leur théorie, qu'ils ont clairement développée au CCN du 16 juin dernier. Celle de «l'offensive de la classe ouvrière». Théorie dont nous avons déjà largement parlée (voir HR N°1212 et 1220...). Selon elle, la bourgeoisie de notre pays, et plus généralement le «camp impérialiste» seraient mis en difficulté par les luttes de la classe ouvrière et du camp du progrès ayant à sa tête l'URSS. Cette théorie, qui lie les intérêts de la classe ouvrière de notre pays à ceux de l'URSS, rejette ceux qui critiquent l'expansion agressive, bien réelle de cette superpuissance, dans le camp de l'impérialisme.

Et d'autre part, en parlant d'un développement des luttes de la classe ouvrière mettant en difficulté la bourgeoisie, elle donne une image du rapport de force actuel, que la réalité — malheureusement — ne confirme pas. Et qui n'incite pas à la recherche de l'unité maximum.

Nous sommes tout à fait d'avis qu'il faut lutter, mener l'action contre la politique patronale et gouvernementale, pour les revendications. Mais selon l'estimation qu'on fait du rapport de force — plus ou moins favorable à la classe ouvrière —, on accorde plus ou moins d'importance à la lutte pour l'unité. De même, selon les camps qu'on dessine, on étend ou on reduit les possibilités d'unité. Nous venons de le voir à propos de l'URSS. Cela est vrai aussi pour ce qui concerne l'attitude à l'égard d'actions ou de points de lignedéveloppés par les dirigeants du PCF et qui font grand bruit ces temps-ci.

La CGT et le PCF

Pour ce qui nous concerne, nous ne confondons pas PCF et CGT : ce n'est pas la même chose. Mais personne n'ignore le poids que représentent les militants du Parti communiste français dans la CGT, à tous les niveaux de son organisation. Ils y sont bien souvent les militants les plus actifs.

Les actions qui peuvent être menées au nom du PCF y ont nécessairement des répercussions ainsi que ses positions et points de vue politiques.

Ainsi, les actions menées dans certaines municipalités gérées par des élus PCF concernant les travailleurs immigrés directement ou indirectement (à Vitry, à Montigny–les–Cormeilles et ailleurs) ont eu de graves répercussions, évidemment utilisées et amplifiées par le pouvoir. Certains résultats à de récentes élections professionnelles, sont un signe qu'elles ont pu affaiblir l'audience de la CGT (Chausson, Michelin...) et elles n'ont pas favorisé l'ampleur de la résistance —ô combien souhaitable— à l'attaque patronale dans l'automobile par exemple.

Nous estimons que ces positions et points de vue qui les ont justifiées, non seulement ont été préjudicialbles à l'unité de la classe ouvrière (français–immigrés), mais prenant pour cible des travailleurs immigrés, ont porté des coups à une partie de la classe ouvrière. Elles ont, par conséquent, été préjudiciables aussi à la CGT, bien que la CGT au niveau national ne les ait pas approuvées (à noter toutefois que certaines UD CGT les ont soutenues et s'y sont impliquées).

Certes le pouvoir, le patronat, les ennemis de la classe ouvrière, ont tout fait pour amplifier les effets négatifs de ces actions, en profitant pour étouffer le bruit de leurs propres méfaits.

Mais cela n'est nullement surprenant de la part de l'ennemi qui sait très bien user de la moindre faille. Et cela ne change rien à la nature de ces actions. Nous les avons pour notre part critiquées. D'autres l'ont fait, comme le MRAP par exemple, et la CGT aurait bien pu le faire sans aucunement se porter tort. Car le fait que l'ennemi les aient utilisées contre la classe ouvrière permet-il de ranger ceux qui les condamnent parmi les ennemis de la classe ouvrière, du communisme, de la CGT ?

Ce serait, au nom de la lutte contre l'anti-communisme, empêcher toute critique de positions du PCF, même si elle sont préjudiciables à la CGT.

Pourquoi ne dirait-on pas, au nom de la lutte contre l'anti-socialisme, halte à toute critique de positions du PS ?

Il ne serait pas bon d'évacuer le débat de cette sorte.

Il ne serait pas bon qu'un parti, pour se défendre des critiques encourues par certaines de ses actions et positions, fasse écran avec les liens qu'il a, le poids qu'ont ses militants dans la CGT, et en fin de compte pratique lui-même l'amalgame avec la CGT.

La CGT n'est pas le PCF ; toute critique contre le PCF n'est pas une attaque contre la CGT.

Prétendre le contraire peut aussi contribuer à isoler la CGT et à l'affaiblir.

Nous qui sommes communistes, ne pensons pas faire de l'anti-communisme quand nous critiquons certaines positions internationales ou orientattions du PCF pour le changement en France ; encore moins faire de l'anti-cégétisme.

Quand nous critiquons le programme (ou plutôt l'absence d'engagement) du candidat Mitterrand, nous ne pensons pas faire de l'anti-socialisme.

Quand nous critiquons le recentrage de la CFDT, nous ne rangeons pas pour autant la CFDT dans le camp de l'ennemi !

En tout état de cause, pour la meilleure défense du syndicalisme de classe, pour la meilleure défense de la CGT, nous pensons que la cible contre laquelle il faut unir tout ce qui peut l'être, c'est le gouvernement Giscard–Barre et le patronat et leur politique à double face de casse des organisations de la classe ouvrière ; et que dans le mouvement syndical, par la voie du large débat démocratique, il faut combattre tout ce qui freine ou nuit à l'unité de la classe ouvrière et tout ce qui l'éloigne de l'action et de la lutte : positions, idées, pratiques, dans le respect de l'originalité de chaque organisation, et dans l'esprit de travailler à l'unité.

Gilles CARPENTIER

TROIS RESPONSABLES DE LA CGT DE SEINE ST DENIS RISQUENT LA PRISON

Le 2 avril prochain, trois responsables de la CGT de Seine-St-Denis comparaîtront devant la Cour d'appel de Paris.

Ce sont Henri Oreste, secrétaire de l'UD-CGT de la Seine-St-Denis ; René Pineau et François Dilonardo, secrétaires des UL-CGT d'Aubervilliers et La Courneuve. Le 5 décembre dernier, ils avaient été condamnés à des peines de 15, 12 et 6 mois de prison avec sursis, au titre de la scélérate loi anti-casseurs.

Le 22 février 79, à l'appel de la CGT, alors que les travailleuses de Sonolor étaient en lutte pour défendre leur emploi, la chambre patronale de la Courneuve avait été occupée. Action légitime face à un patronat qui jette les travailleurs au chômage. L'occupation avait duré une heure et demi. Il a suffi qu'un huissier constate qu'une serrure était arrachée à une porte, pour que des poursuites soient engagées au titre de la loi anti-casseurs.

Il est clair que ces poursuites et ces procès visent à frapper les libertés et l'organisation syndicale. Ils sont indissociables de l'attaque d'ensemble menée contre les libertés et dont le but est de pouvoir mieux exploiter les travailleurs, les jeter à la rue plus aisément.

Le 2 avril, nous serons parmi ceux qui exigeront la liberté pour les trois syndicalistes CGT de Seine-St-Denis, pour la défense de l'organisation syndicale.

P.B

ABONNEMENT

1 mois (4n°) : 18F Soutien : 30F

3 mois (12n°) : 54F Soutien : 100F

6 mois (24n°) : 108F Soutien : 150F

Abonnez-vous, abonnez vos amis
S'abonner un moyen pratique
pour avoir le journal

Prenez contact
avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM .....
Prénom .....
Lieu de travail .....
Adresse .....
.....
Code postal .....

(A retourner à L'Humanité rouge – BP 201 – 75926 Paris Cedex 19)

TENDANCE

LES LUTTES REVENDICATIVES DE L'ANNEE 1980

Ces dernières semaines, le ministère du Travail a rendu public les données statistiques concernant les luttes revendicatives qui se sont développées au cours des derniers mois de l'année 1980.

D'une façon générale, nous faisons preuve d'une certaine réserve vis-à-vis de ces informations, notamment du fait de leur origine. Leur examen, confronté aux éléments de connaissance fournis par les organisations syndicales et l'INSEE, nous aide néanmoins à formuler la tendance de l'action revendicative de l'année, comparée à celle des années précédentes.

Les chiffres globaux pour l'année 1980, font apparaître un fléchissement de l'action revendicative par rapport à 79. Les journées de grève ont diminué de près de 50%. Phénomène particulièrement visible dans la métallurgie. Où il y aurait eu en 79 : 1 937 000 journées de grève pour 337 000 en 1980.

Les effectifs en grève diminuant également. 703 900 en 79 pour 378 000 en 1980, soit une baisse de 46,20%. Quant au nombre d'entreprises touchées, il décroit mais d'une façon moins sensible : 4 837 en 79 pour 3 404 en 80 (moins 29%).

Enfin, le nombre de journées de grève répondant à des actions nationales en 1980 s'effondre : moins 64,9% par rapport à 79.

Alors que l'année 1979 avait vu un regain relatif de l'action revendicative, ces chiffres globaux indiquent une régression, qui situe l'action pour l'année 80 à un niveau sensiblement plus bas que celui de 1978.

Quelle signification donner à ce fléchissement de l'action revendicative?

L'examen des données mois par mois permet de relever deux périodes au cours de l'année 1980.

Au cours du premier semestre, l'action revendicative n'enregistre qu'un léger fléchissement. Au cours des quatre premiers mois de 80, le nombre de luttes revendicatives, le nombre d'entreprises touchées reste nettement supérieur à celui des quatre premiers mois de 78, pour approcher celui de 79.

Par contre la fin du premier semestre et le second semestre dans son ensemble, voient le nombre des actions, les effectifs en grève et le nombre de journées de grève regresser très nettement.

Si la diminution des grèves laisse penser que les actions sont de plus courte durée, la baisse du nombre des actions comme celle des effectifs reflètent les difficultés croissantes que rencontre l'action revendicative.

En effet, corrélativement à ces données, on constate une augmentation du chômage partiel et du nombre des travailleurs licenciés.

A partir du mois d'avril, le nombre des entreprises touchées par des mesures de chômage partiel est en constante progression, pour être supérieur aux chiffres de 79. Le nombre de journées indemnisables dépasse 500 000 dès le mois de mai 80 pour atteindre 1 287 863 en octobre. En 79, le nombre de journées indemnisables par mois se situait autour de 500 000 journées et atteignait exceptionnellement 722 000 en janvier.

On constate aussi qu'à partir du mois de juillet 80 le nombre de travailleurs licenciés, par mois, s'accroit et dépasse très nettement celui atteint au cours des mêmes mois de l'année 79.

S'il est vrai que l'absence d'unité d'action syndicale constitue un obstacle à l'essor des luttes revendicatives, celles-ci trouvent, du fait de la crise, des conditions de plus en plus difficiles à leur développement, conditions aggravées par la répression qui frappe les organisations syndicales.

Ces quelques informations donnent raison à ceux qui consacrent leurs efforts à créer les conditions du développement d'une action syndicale de classe. Car plus que jamais la politique de la bourgeoisie appelle la lutte déterminée et unitaire des travailleurs.

Charles MALLOIRE

A SAVOIR

INDEMNISATION DU CHOMAGE

Un accord est intervenu sur l'indemnisation des chômeurs arrivant en fin de droits. Il prend effet au 1er février 81, jusqu'au 30 juin 82. Les chômeurs pourront recevoir 25F par jour, à condition d'avoir plus de 40 ans, d'avoir travaillé 5 ans avant la perte de l'emploi, et d'avoir au maximum comme ressources 2250F pour une personne, et 5300F pour un foyer.

L'avenant du 13 juin 1977 sur la garantie des ressources en cas de démission pour les salariés de plus de 60 ans a été reconduit pour 2 ans à partir de 1er avril 81. Il garantit 70% du salaire brut jusqu'à 65 ans, ou la liquidation de la retraite.

RECRUTEMENT CGT

En Janvier et février la confédération annonce 55 000 nouvelles adhésions.

LICENCIEMENTS

NESTLE : plusieurs filiales ont décidé des licenciements; à Sitpa (Braine), 200, et à Claudel, 246.

BOUSSAC : les frères Willot ont décidé de fermer 2 usines à Rambervilliers et à Vincey. Plusieurs centaines de travailleurs sont concernés.

RVI : la direction vient de proposer de mettre en pré-retraite les travailleurs à partir de 56 ans et 2 mois. 2110 personnes sont concernées en 82, 702 en 83, et 784 en 84. Soit un total de 3596 suppressions d'emplois. Depuis 5 ans, l'effectif à Berliet et Saviem a baissé de 25%.

RENAULT-SANDOUVILLE : une menace de licenciments pèse sur 342 travailleurs.

RENAULT-MAUBEUGE : 3 jours de chômage technique ont été décidés fin mars, suite à la mévente de la « fuego ».

LICENCIEMENTS ÉCONOMIQUES

Il y a eu 268240 licenciments économiques en 80, entre janvier et novembre. Soit plus7,5% par rapport aux 11 premiers mois de 79. Ce chiffre est inférieur de moins 8,7% à celui de 78, (toujours pour onze mois), mais supérieur de 3,5% par rapport à 77. Les secteurs les plus touchés en 80, ont été les BTP (bâtiment-travaux publics), l'habillement et le commerce.

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

ASSEDIC PARIS

Collège employés : inscrits 477; CFDT : 115 (3 sièges), CGT : 105 (2 sièges), FO : 88 (2 sièges), CFTC : 22.

Collège agents de maîtrise et cadres : inscrits 154; CFDT : 30 (1 siège), CGT : 28, FO : 21, CGTC : 16, CGC : 32 (1 siège).

GALERIES LAFAYETTE

Inscrits 3120; CGT : 48% (49,5% en 80), FO : 21,3% (19,9%), CFTC : 15,1% (15,9%), CFDT : 14,8% (14,4% en 80).

RATP

DU MOUVEMENT DANS LES BUS

Réduction continue des emplois, avec pour conséquences une aggravation sans cesse accrue des conditions de travail, une sécurité de plus en plus aléatoire pour les conducteurs comme pour les passagers ; une série d'agressions dans les bus parisiens, après une série d'accidents, avec des victimes parmi les passagers comme parmi les conducteurs dans le métro ou le RER (le mardi 4 mars, de nombreux travailleurs de la RATP étaient à l'enterrement d'un de leurs camarades mort des suites d'un de ces accidents). Cela fait beaucoup, cela fait trop.

Depuis le 5 mars, les conducteurs de bus sont en lutte : manifestation avec plus de 150 bus, dépôts bloqués. La direction répond par des sanctions, par les interventions policières dans les dépôts.

Deux agents par voiture après 21 heures, diminution de la durée des services, les 104 repos... : ces revendications, déjà portées par la grève de 1978, les agents du réseau ferré en ont d'analogues. Elles sont la condition d'une réelle amélioration de la sécurité des conducteurs comme des usagers, des conditions de travail de tous le personnel RATP. Elles exigent l'embauche.

Pour ces revendications, contre les sanctions et interventions policières, CGT et CFDT appellent à une extension du mouvement au réseau ferré. L'enjeu est de taille, l'adversaire est coriace. Mais la détermination des travailleurs est grande : ils peuvent l'emporter.

DANS DES DEPOTS OCCUPÉS

Les Lilas (Seine-St-Denis) Lundi 13h30. Une grande affiche sur les portes fermées du dépôt : assemblée générale à 15h30. Une caricature représente le directeur répondant à un gréviste : *« Des problèmes de sécurité? Je n'en ai pas moi dans mon bureau! »*. Ici FO est dans le mouvement et participe à l'occupation; la CFDT soutient la grève, mais pas l'occupation. La direction FO qui *« dénonce le laxisme de la direction »* et assimile la grève à *« une opération politique »* est massivement dénoncée.

Les délégués CGT m'expliquent les maladies des machinistes, suite à leurs mauvaises conditions de travail, aux horaires impossibles. 1 000 machinistes (sur 7 000) sont inaptes pour diabète (décalage des repas), maladies nerveuses, ulcères d'estomac, maladies cardiaques, tassement des vertèbres. Des études, faites à la demande de la CGT, par la Médecine du travail, confirment le bien-fondé des revendications. Mais la direction jusqu'ici n'en a guère tenu compte.

La détermination est grande : *« Nous n'avions jamais fait de telles opérations* (sortir les bus) *jusqu'à présent. C'est une première; ce n'est pas pour lâcher le mouvement maintenant. »*

Gonesse (Val-d'Oise). Les CRS sont intervenus lundi à 14h : 4 travailleurs blessés. Leur intervention a permis à la direction de faire ranger les bus qui étaient « garés » dans la cour, bloquant le dépôt (voir photo). Lundi soir à 23h, M. Ribette, représentant de choc de la RATP, a sommé le piquet de grève de « dégager », sous peine d'intervention. Résultat : 28 travailleurs ont fait le piquet dehors dans le froid toute la nuit. Les 519 machinistes et les 100 ouvriers d'entretien sont en grève à 85% le mardi : les CRS ont été appelés pour « faire respecter la liberté du travail », ils ont l'unanimité contre eux!

Un machiniste nous explique les horaires qui détraquent l'estomac, empêchent toute vie familiale. Pire encore pour les « hors ligne » qui changent d'horaire d'un jour à l'autre sans le savoir à l'avance. Un représentant CGT de la maîtrise indique que celle-ci aussi est en lutte, sur les mêmes revendications que les machinistes : les suppressions de postes vont bon train à la RATP! Les ouvriers d'entretien manquent aussi d'effectifs et de pièces pour réparer : les bus roulent sans être réparés! Les délégués nous disent : *« Il faut s'unir par rapport aux divisions créées par la RATP entre les catégories. »*

MINEURS

DESTIVAL

A l'appel de la CGT, activement préparée pendant un mois, la journée de grève régionale avec manifestation à Montpellier a été un succès. De nombreuses délégations ouvrières qui étaient là en tenue de travail avec leurs banderoles. Bien sûr, les départements les plus représentés étaient l'Hérault et le Gard, ceux de l'Aude et des Pyrennées-orientales étaient là aussi, puisque 260 appels à la grève ont été lancés dans les usines, chantiers, bureaux et hôpitaux de la région. Ils ont fait un accueil triomphal à ceux de Destival, eux mineurs des Cévennes qui depuis 11 mois mènent la bataille pour l'emploi. Les nombreux orateurs ont dénoncé la situation catastrophique de l'emploi dans la région.

Françis Iffernet, secrétaire CGT des mineurs de Destival.

Une nouvelle pratique syndicale
à l'Assedic de Paris

La section CFDT de l'ASSEDIC de Paris vient de publier le numéro 1 de son bulletin. ***«L'activité syndicale souffre dans notre entreprise d'une trop grande dispersion géographique des antennes. Quatorze implantations pour une même ASSEDIC, c'est beaucoup d'informations qui se perdent en route... C'est cette division que nous voulons contrecarrer»***. **Dès les premières lignes, l'éditorial pose les problèmes d'une action syndicale nouvelle pour les 700 travailleurs de l'ASSEDIC parisien. Au moment où on dénombre autour de 300000 demandeurs d'emploi dans la région parisienne et où le paritarisme a fait long feu. L'ancien paternalisme fait place aujourd'hui aux exigences patronales de rentabilisation.**

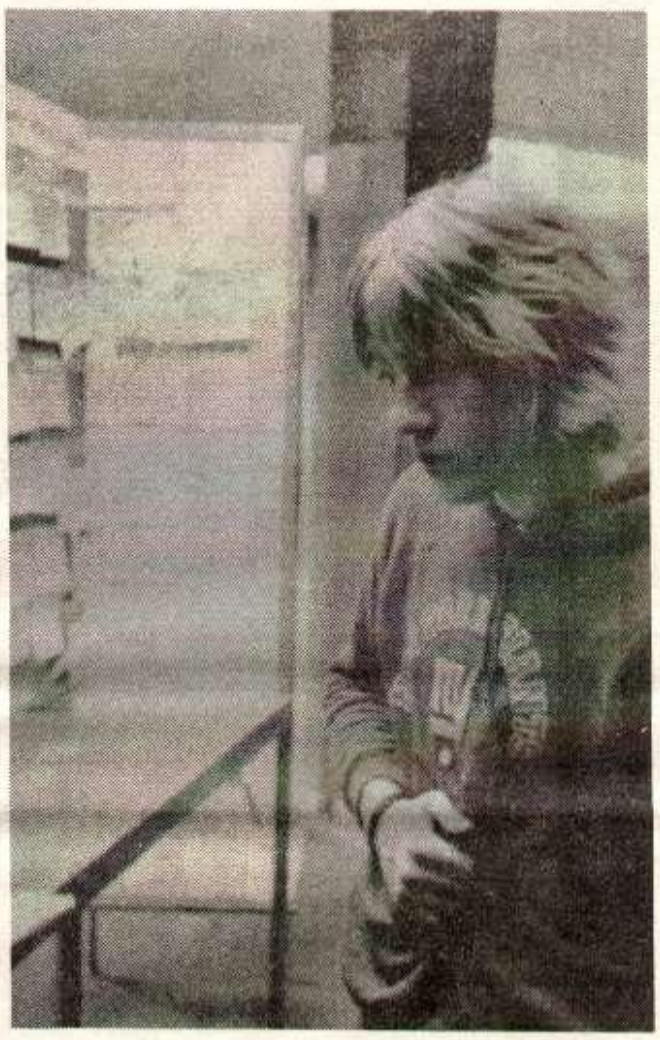
Dans les ASSEDIC comme ailleurs, l'heure est à la rentabilisation. C'est un phénomène d'autant plus nouveau que l'ASSEDIC, organisme payeur des chômeurs indemnisés, n'était pas au départ une entreprise comme les autres.

C'est en 1958, que le gouvernement mettait en place l'ASSEDIC pour indemniser les chomeurs. Il décidait que cet organisme aurait un fonctionnement paritaire, c'est-à-dire que l'on mettrait au conseil d'administration, des représentants du CNPF etdes PME (côté patronal), et des organisations syndicales (CFTC, FO, CGC) côté travailleurs. La CGT qui refusait de siéger à la création a accepté de participer à l'organisme l'année suivante. De cet aspect tout à fait spécifique, le personnel employé devait retirer quelques avantages de salaires, de sécurité d'emploi, de conditions de travail... Et surtout se développait une certaine forme de syndicalisme. Au paternalisme de la direction, répondaient des organisations syndicales souvent plus préoccupées de la défense individuelle des agents. Ce qui a poussé certains syndiqués à utiliser l'organisation syndicale comme un marche-pied à une promotion personnelle au détriment de la mobilisation collective du personnel. Il y a quelques années encore, on pouvait entendre dire à certains syndicalistes CGT de Marseille: *«La lutte de classe s'arrête à la porte de l'ASSEDIC»*. A la CFDT qui est depuis toujours majoritaire, c'était aussi la même chose. La nouvelle équipe mise en place il y a un an avoue que le militantisme c'était *«deux ou trois personnes»* Paternalisme de la direction, intégration des organisations syndicales, la pression importante que subissent les travailleurs de l'ASSEDIC n'est pas seulement double : elle est encore accentuée par le côté social de leur travail. Si les employés de l'ASSEDIC se mettent en lutte, s'ils entament une grève, les chômeurs qui sont déjà dans une situation difficile, ne vont-ils pas en subir les premiers les conséquences? Voilà un argument habilement distillé par la direction qui a longtemps porté ses fruits.

Plus de place pour le paternalisme

Tout a commencé à changer en fait, à partir de 1975. Avec le début de l'immense progression du nombre des chômeurs. La position patronale sur le chômage devient de plus en plus claire ; le chomage ça coûte cher. Il faut réduire la part de cotisation patronale, il faut indemniser moins les chômeurs ... et il faut profondément restructurer le fonctionnement des ASSEDIC. Depuis cette date, le paritarisme a subi de rudes coups et ce sont exclusivement les positions patronales qui passent dans les faits. A Paris, le phénomène s'est même donné un visage, celui d'un permanent de choc du CNPF, directeur du GIM (groupement des industries métallurgiques de Paris) qui dirige la délégation patronale au conseil d'administration. *«Il bloque systématiquement tout dialogue au niveau du conseil d'administration ou des commissions paritaires»*.

Aujourd'hui, la situation des travailleurs de l'ASSEDIC a bien changé. Les effectifs ont été augmentés en même temps que le nombre de chômeurs à indemniser, mais pas dans la même proportion. Pour compenser la charge de travail accrue, la direction veut former des polyvalents, c'est à dire des travailleurs qui pourraient assurer plusieurs postes selon les cas. Elle veut aussi mettre en place une espèce de journée continue en invitant les agents à partir manger à tour de rôle pour ne pas fermer les agences. L' ASSEDIC était une entreprise où traditionnellement on ne licenciait pas... Mais déjà sont apparus intérimaires et «surnuméraires» (pour un travail exceptionnel ou saisonnier) qui sont une atteinte à la sécurité de l'emploi. Les projets informatiques qui sont à l'étude vont dans les années à venir profondément modifier le profil du personnel. *«Cette tendance viserait à tout informatiser. C'est-à-dire qu'à la limite, le chômeur aurait une carte de type carte bleue, et il pointerait avec ça, il toucherait son argent avec ça, il connaitrait son compte avec ça... et son dossier serait établi. Ce qui entrainerait des licenciements, surtout au niveau des liquidateurs qui font à l'heure actuelle les dossiers.»*



La question des effectifs se double aussi de celle de la grille des salaires. La convention nationale qui fixe les coefficients date de la création de l'ASSEDIC. Bien des problèmes de travail en sont exclus. *«Prenons par exemple le problème de l'accueil. Il y a dix ans, quand il y avait cent ou cent cinquante mille demandeurs d'emploi...les gens étaient disponibles, le type d'informations qu'on venait chercher était simple. Aujourd'hui, il y a beaucoup plus de demandes. Si on prend les gens qui sont au pré-accueil, ils ont les coéfficients les plus bas, et pourtant leur rôle est stratégique. Ce sont eux qui ont le premier contact avec le demandeur d'emploi, ils ont des réponses à faire qui sont déterminantes pour l'avenir des chômeurs. C'est pourquoi nous rattachons effectif et formation.»*

Le recul sur les acquis

Les travailleurs de l' ASSEDIC parisien ne sont pas seulement confrontés à une situation qui évolue à grande vitesse et où ils ont du mal à trouver leur place. Ils sont confrontés aussi à un grignotage systématique de leurs avantages. Outre les tentatives pour allonger la journée de travail en supprimant la fermeture du midi, la direction a entrepris d'autres attaques. Tout récemment elle vient de supprimer les heures de délégations syndicales dont bénéficiaient les suppléants au même titre que les titulaires. Cette application plus large du droit syndical existait depuis dix ans. Aujourd' hui, comme dans beaucoup d'autres entreprises la direction en vient à l'application stricte de la loi. En visant ainsi directement les organisations syndicales, elle signifie aussi qu'il est fini le temps de la co-gestion et que dans les batailles à venir, chacun sera de son côté.

Des batailles, il y en a eues presque tous les ans à l'ASSEDIC de Paris depuis 76. Souvent elles n'ont pas abouti du fait des immenses pressions que subissait le personnel.Du fait aussi de la difficulté des organisations syndicales, à se dégager du piège de la gestion paritaire. Mais justement, c'est ça qui change. La nouvelle équipe s'est donnée comme objectif de remettre sur pied l'activité syndicale sur la base de trois axes ; la démocratie, la mobilisation du personnel sur une plate-forme revendicative et l'ouverture vers l'extérieur (lutte contre le corporatisme). Ces trois axes posés dans une démarche d'unité d'action syndicale. *«Sans nier notre spécificité, notre démarche c'est l'unité d'action à fond, y compris avec FO.»*

La première bagarre menée par cette équipe n'a pourtant pas été un franc succés. La direction a voulu augmenter le nombre de personnes reçues par les agents du service «action sociale», chaque jour. Ce service examine les cas des chômeurs dont les droits vont être suspendus. Non prévu à l'origine de la création des ASSEDIC, il a été mis en place à la demande de la CFDT. Traditionnellement, il est le bastion de ce syndicat en particulier et de l'action syndicale en général. Aujourd' hui, il n'interesse plus le patronat pour qui le social coûte trop cher. Il y a deux ans il a été morcelé et réparti dans les 14 antennes parisiennes. Nouvelle attaque actuellement: il s'agit de transformer les convocations en simple enquête où le chômeur doit pouvoir justifier de ses recherches d'emploi. La direction veut donc imposer 10 convocations au lieu de 6. Le mot d'ordre de la CFDT de refuser plus de 6 personnes a été peu suivi et a entrainé des blames. *«Ca nous a mis dans une situation difficile. Le mot d'ordre n'était pas assez clair par rapport à l'action. Il était difficilement applicable parce que les gens sont trés dispersés. Et puis les problèmes qui se posent à l'action sociale et qui sont légitimes ne pourront être réglés que dans un mouvement d'ensemble de tous les travailleurs des ASSEDIC. Mais on arrive juste, et parmi l'équipe du conseil syndical et du bureau, on est peu nombreux à avoir une pratique. Tout ça ce sont des choses qui se mettent en route, mais ça prend du temps. Mais on a réalisé la première partie de ce qu'on voulait réaliser, c'est-à-dire la mise en place d'une infrastructure syndicale. Il faut maintenant s'atteler à l'action revendicative par la mise au point d'une plate-forme revendicative, par une action plus offensive que jusqu'ici.»*

Claire MASSON

Quand les promoteurs et chirac s'occupent de la Goutte d'or

Rénover le vieux Paris. En prenant la municipalité en 1977, Chirac a donné le feu vert à plusieurs projets. On connait celui du vieux quartier des Halles qui a mis fin au scandale célèbre du déménagement du « ventre de Paris» à Rungis. Le « trou des Halles» est comblé, mais le quartier populaire est démoli peu à peu et remplacé par des immeubles de standing, aux loyers inaccessibles aux travailleurs. Même chose à Belleville ou dans le XIXe arrondissement. Les immeubles neufs, qu'ils soient des tours modernes ou qu'ils gardent une façade à l'ancienne, sont souvent vides. A côté d'eux, les familles ouvrières ont le choix de s'entasser dans de minuscules appartements à Paris, ou de s'expatrier en banlieue dans des HLM et des cités dortoirs.

Mais la municipalité continue d'encourager cette politique de rénovation qui vide Paris de ses habitants mais remplit les poches des promoteurs. De nouveaux arrondissements sont menacés. C'est le cas du XVIIIe arrondissement, et de son quartier le plus populaire, celui de la Goutte-d'or. La rénovation n'y est pas encore commencée, mais se met en route le long processus qui l'annonce et qui doit chasser une partie de ses habitants. Rien d'étonnant à ce que, parmi cette population ouvrière obligée à partir, on trouve des travailleurs immigrés. C'est même un prétexte idéal, selon J.P Pierre Bloch (député du XVIIIe), pour faire croire que le quartier est «invivable-pour-des-honnêtes-gens». Mais les habitants de la Goutte-d'or, s'ils veulent que les immeubles les plus vétustes soient effectivement rénovés, veulent pouvoir continuer à y vivre. Un collectif logement s'est déjà créé pour faire face aux premières attaques : empêcher les expulsions et obliger les propriétaires à remettre en état les immeubles en gardant des loyers décents.

Claire MASSON

Les propriétaires des immeubles les plus anciens refusent de les maintenir en état d'habitation. Ils veulent ainsi obliger les locataires à partir alors que la loi de 48 les maintient dans les lieux. Les bâtiments vidés, ils pourront les faire raser et reconstruire des habitations au loyer juteux. Après le mauvais entretien vient l'expulsion. Le 9 rue de la Goutte-d'or est fermé. Un vendredi soir, il y a un an, les policiers ont obligé les locataires à tout abandonner pour partir : la préfecture venait de mettre un arrêté de péril sur l'immeuble, sans se préoccuper du relogement des habitants. Au 40, une famille vit sans eau. Elle avait versé, il y a deux ans, 15000 F pour "achat" de son appartement... Au 6 rue Déployé, 1 rue Léon, 6 rue Laghouat, dans des hotels meublés pour travailleurs seuls, les loyers sont beaucoup plus élevés que la loi l'autorise: dans le premier cas, alors qu'il devrait être de 250 F, il était de 400 F en 78, il est passé à 800 F en 80 ! Et quand l'immeuble ne rapporte plus assez, on passe là aussi aux coupures de chauffage, d'électricité... pour obliger à partir. Quand les travailleurs partent en vacances, ils retrouvent leur chambre murée! (voir photos ci-dessus)

Au pied de la Butte-Montmartre, un vieux quartier populaire où se sont installés beaucoup de travailleurs immigrés. Les immeubles anciens, dont la plupart sont concernés par la loi de 48 qui protège les locataires, y ont des loyers bas. La Goutte-d'or est sillonnée, de jour et de nuit, par des patrouilles de CRS.

Des manifestations ont eu lieu pour leur départ, car leur objectif est le contrôle de la population, en particulier immigrée, et non pas la sécurité du quartier. (voir photos ci-contre).

(*) Collectif logement : 1 rue Affre – Paris XVIIIe.

(**) MRAP XVIIIe : 10 rue Affre.

Avec ses 31 750 habitants, le quartier de la Goutte-d'or, dans le XVIIIe arrondissement de Paris, est presque une petite ville à lui tout seul.

C'est aussi un quartier populaire dont la bourgeoisie a entretenu une réputation d'insalubrité : « *... Une enseigne de cabaret aura sans doute laissé à ce 71e quartier de Paris son nom ensoleillé, évoquant seulement aujourd'hui un tissu de venelles et de taudis peuplés d'une importante colonie nord-africaine...* ». C'est ainsi qu'un des plans de Paris définit la Goutte-d'or! En réalité, la Goutte-d'or est avant tout un quartier populaire. Le dernier recencement de 75 comptabilise 7 885 étrangers dont seulement 2 365 Nord-Africains. Il fait apparaître aussi que 40% de la population est ouvrière et 24,1% employée.

Ni tissu de venelles, ni tissu de taudis, la Goutte-d'or est un quartier agréable et coloré, mais dont 85% des bâtiments sont très anciens : construits avant 1948.

Et sur ce vieux quartier populaire, proche d'un des points d'attraction de Paris qu'est la Butte-Montmartre, plane un vaste projet de rénovation. Et c'est là que le bât blesse. Il faut vider ce quartier ouvrier, où les immeubles sont vétustes et les loyers assez bas, pour pouvoir mettre en place le projet.

En décembre 1978, le Conseil de Paris a donné le feu vert à l'opération. Et pour certains locataires, la situation commence à se dégrader sérieusement. Il y a, en effet, accord entre un certain nombre de propriétaires, la société immobilière LOGIREP, l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat et la Ville de Paris pour le projet de rénovation. L'objectif est simple : il s'agit, pour l'instant, de vider le quartier en douceur, par le recours aux procédures de « péril ».

La méthode est encore plus simple : on cesse d'entretenir les immeubles vétustes qui se détériorent très vite ensuite. On ne reloue pas les appartements qui se vident, on mure les fenêtres... Les propriétaires n'assument pas les charges qui leur incombent et les cours deviennent envahies d'immondices. Les services d'hygiène peuvent alors intervenir pour insalubrité...

Si les locataires ne cèdent pas, on peut aussi leur couper l'eau et l'électricité. On laisse « squatter » les appartements libres par les proxénètes, et les perpétuelles allées et venues rendent l'immeuble difficile à vivre.

Dans les cas de co-propriétés, les procédés sont les mêmes. Certains gros propriétaires boycottent les syndics d'immeubles, refusent de payer charges et entretien et bloquent ainsi toute action des autres propriétaires. Notons en outre que dans ce vieux quartier populaire, plusieurs très gros propriétaires se partagent une grande part des immeubles. Tel M. Lelièvre, ce fameux milliardaire de la Sarthe qui fut sequestré par un célèbre truand il y a quelques deux ans...

L'entreprise de nettoyage est donc en route. Appuyée aussi par toute une propagande sur l'insécurité du quartier. Dès la nuit tombée, les patrouilles de CRS, souvent mitraillette à la hanche, sont lâchées. Il y a là bien de quoi éteindre d'un coup le quartier le plus animé, pris entre la prostitution et le flicage à outrance!

Pour commencer, on frappe d'abord au cœur le plus populaire de tout le quartier. Celui aussi où la proportion d'immigrés est la plus forte.

Le Collectif logement Goutte-d'or (*) qui s'est constitué pour défendre les droits des habitants de la Goutte-d'or, a dénombré une douzaine de cas particulièrement scandaleux et les a présentés à la presse. La rue de la Goutte-d'or est particulièrement visée : six cas ont été recensés. On y va de l'immeuble vidé par la police, le Nº 9 sur requête de « péril immédiat », un vendredi soir sans relogement aucun. Les 13 locataires doivent attendre le lundi pour être pris en charge par la municipalité... « *Pas expulsion, évacuation* » rectifie la préfecture de police. Jusqu'au cas extrême où une famille habite encore un appartement (au Nº 40) où l'eau est coupée depuis un an. Elle a versé 15 000,000 francs pour l'achat de son appartement mais n'a reçu ni titre de location ni titre de propriété. Impossible de rétablir l'eau sans gros travaux : les canalisations ont été sabotées. En passant par l'immeuble qui s'écroule en partie (le Nº 34) et que le propriétaire – pourtant mis en demeure par la préfecture – refuse de réparer. Les locataires le poursuivent en référé.

Car les habitants de la Goutte-d'or veulent y rester. Les quelques relogements obtenus après batailles, se font dans de lointaines banlieues.

Il y a aussi d'autres cas, particulièrement scandaleux. Ceux des marchands de sommeil qui existent là comme dans tous les quartiers où logent des travailleurs immigrés. Ce sont des hôtels meublés qui louent pour des loyers exorbitants de minuscules chambres. Le Collectif logement en a recencés plusieurs. Le 6 rue Déployé par exemple. Au 1 rue Léon (propriétaire Lelièvre) même affaire. Même affaire encore au 6 rue Laghouat. Là, les locataires se sont battus et ont fait échec au projet de vente du propriétaire. La société immobilière voulait l'acheter vide. Et ils s'organisent pour prendre en charge certains travaux d'urgence.

De cette situation scandaleuse mise en place par les propriétaires, la municipalité et la préfecture sont tout à fait complices. Elles pourraient dans la plupart des cas faire les travaux d'urgence. La mairie pourrait aussi user de son droit de préemption et réquisitionner les immeubles. Rénovés, ils pourraient être reloués comme HLM aux locataires à des loyers qui resteraient modérés.

Mais le « vidage » de la Goutte-d'or tombe bien en ce moment, puisqu'il frappe une partie de travailleurs immigrés. Et J.Pierre Pierre-Bloch, député UDF du XVIIIe, est un des premiers actifs pour mettre en place la sinistre politique d'expulsion instaurée par Barre-Bonnet-Stoléru.

Le comité MRAP du XVIIIème (**)a depuis plusieurs années entamé la lutte contre toutes les discriminations racistes dans la Goutte-d'or. La campagne actuelle du PCF sur la limitation de l'immigration l'a amené à publier dans son bulletin (*Le 18ème antiraciste*)une interview de Noëlle Guilbon, conseillère PCF de Paris. Elle y déclare en particulier: « *Le ghetto de la Goutte d'or, on n'en veut pas. On veut qu'il n'arrive plus d'autres immigrés, et on veut qu'il y en ait qui partent de la Goutte-d'or. Pour qu'ils vivent mieux, et que ceux qui sont à la Goutte-d'or vivent mieux.* »

Peut-on sérieusement affirmer que les travailleurs immigrés transplantés à Neuilly (comme le suggère Noëlle Guilbon) y vivraient mieux? Où? Avec quels loyers?

Pourquoi distinguer artificiellement les « bons » et les « mauvais » travailleurs dans le quartier? En suggérant que les « mauvais » porteurs de misère, sont les immigrés? Pourquoi ainsi, diviser la classe ouvrière qui habite dans les mêmes rues, dans les mêmes immeubles, de la même façon qu'essaie de le faire la bourgeoisie?

La Goutte-d'or n'est pas un ghetto. Il n'y a pas les « taudis » habités par les immigrés d'un côté et les beaux appartements pour les Français de l'autre. Tous les locataires ou petits propriétaires qui sont dans les immeubles les moins entretenus, sont confrontés au même problème : celui de vouloir rester, dans de bonnes conditions, dans leurs logements. Ils sont Français ou immigrés, les promoteurs, eux, ne font pas la distinction.

Pourquoi, enfin, déraciner des habitants? Il vaudrait bien mieux se battre pour la remise en état des habitations et le maintien de loyers décents.

C'est, en tout cas, le combat qu'ont déjà commencé ensemble les habitants menacés, immigrés et Français, au coude à coude.

GRENOBLE. RAYMOND-BOUTONS
DEJA UN MOIS D'ACTION POUR LE MAINTIEN DU POUVOIR D'ACHAT

Les travailleurs de l'entreprise A. Raymond (113, cours Bériat à Grenoble) ont décidé de poursuivre leur grève entamée depuis le 17 février pour le maintien du pouvoir d'achat, sous la forme de débrayages quotidiens, par ateliers, de 50 minutes, puis 1 heure.

Ces actions se déroulent à la suite du refus annoncé par la direction en réunion de délégués du personnel et du Comité d'entreprise, dès la fin novembre 1980, de garantir le maintien du pouvoir d'achat en 1981.

Depuis, ce refus est devenu effectif, puisqu'aucune augmentation de salaire n'est encore intervenue en ce début d'année, contrairement aux années précédentes (1% en janvier, 1% en février pour 1979, 3% en février pour 1980).

La direction veut tout particulièrement remettre en cause l'accord d'entreprise existant depuis 2 ans, sur la compensation du décalage dû au retard des augmentations de salaires sur les augmentations des prix (accord qui permet de compenser une perte d'argent pouvant aller jusqu'à 1 000 francs par travailleur pour une année).

Indiquons que chez Raymond actuellement, 274 ouvriers gagnent moins ou égal à 3 521,00 francs brut (base 40 h). Et dans les bureaux la situation n'est pas meilleure pour les secrétaires.

D'autre part, les travailleurs de l'entreprise s'élèvent contre diverses mesures autoritaristes de la direction qui n'ont fait que dégrader la situation :

—refus de prendre en compte les revendications des équipiers du «laboratoire» (atelier de traitement de surfaces, où l'on travaille toute la journée en bottes de caoutchouc, dans l'eau et les vapeurs d'acides, de trichloréthylène et de benzène),

—fermeture de l'une des deux entrées desservant l'usine, sans raisons valables,

—envois de lettres d'intimidation aux malades,

—aggravation des conditions de travail due à l'arrêt de l'embauche et au non-remplacement des départs (35 inscrits de moins de janvier 80 à janvier 81).

La direction porte l'entière responsabilité de ce conflit à cause de son attitude autoritaire et de sa volonté de remettre en cause la situation existant auparavant pour les salaires.

Face à cela, les travailleurs de l'entreprise Raymond, et leurs organisations syndicales CGT et CFDT, sont en situation de légitime défense, en attendant que s'ouvre une véritable négociation sur leurs revendications :

—maintien de l'accord sur le décalage salaire/prix,

—6% d'augmentation générale au 1er mars 1981 avec un plancher de 250 francs et un mini de 3 300 francs. A noter que ces revendications n'ont rien de démagogiques puisqu'en 1980 il a été fait 7% pour le 1er semestre et que le mini à 3 300 francs ne toucherait qu'une trentaine de personnes,

—amélioration de la grille et problème des promotions dans l'entreprise,

—réduction d'horaire en donnant la priorité aux équipiers,

—vue la situation économique, envisager la 5e semaine en 1981,

—embauche du personnel là où il y en a besoin.

La direction de l'entreprise a confirmé, lors d'une rencontre avec les délégués syndicaux, ce lundi 9 mars, sa volonté de porter atteinte au maintien du pouvoir d'achat en 1981. Qui plus est, elle a même eu l'audace de le mettre par écrit, dans le cadre de l'exposé de ses intentions salariales pour 1981, apportant ainsi la preuve du fondement des inquiétudes des responsables syndicaux CFDT et CGT, ainsi que du personnel en grève. Plus que jamais, l'action se justifie pour le maintien du niveau de vie des travailleurs vu le niveau des salaires dans l'entreprise.

D'après communiqué de la section CFDT
11 mars 1981

LES ULIS (ESSONNE)
CENTRALE THERMIQUE SUCCES DE LA GREVE

Neuf ouvriers en grève pendant quatre jours; rien de très spectaculaire! Et pourtant, si, il y a quelque chose de particulier, c'est que cette grève a été victorieuse, ce qui n'est pas si fréquent par les temps qui courent.

Sur leurs revendications principales, les travailleurs de la centrale thermique des Ulis ont fait plier la direction de la Compagnie générale de chauffe :

—un meilleur paiement des jours fériés,

—le paiement d'une prime de 150,00 francs par mois, y compris pendant les congés payés et en cas de maladie, cette prime étant incorporée au salaire,

—plus de qualification au rabais,

—prise en compte sérieuse des problèmes d'hygiène et sécurité.

(les deux premiers points avec effet rétroactif sur deux ans).

Comme lors du précédent mouvement, il y a deux ans, les ouvriers ont fait grève dans l'unité, avec leur section syndicale CFDT, en arrêtant complètement la production d'électricité et en baissant le chauffage, sans trop gêner les habitants des Ulis. Et, dès le début du conflit, les habitants étaient informés par un tract de la section syndicale et de l'Union locale CFDT.

GRENOBLE
A LA CLINIQUE MUTUALISTE ON RENTABILISE LA SANTE

«A la clinique mutualiste on veut jeter le bail, bébé Leboyer, et l'eau du bain».

Ainsi commence l'appel du Comité de soutien à la maternité de la clinique mutualiste contre le licenciement du Dr. Jean Le Bail entraîné par la restructuration de la clinique.

Pourquoi le licenciement?

La clinique mutualiste a été créée il y a 20 ans par l'Union des sociétés mutualistes de l'Isère. A la suite de difficultés financières surtout dues à la remise en cause du prix de journée, cette clinique a été reprise en main par la Fédération nationale de la mutualité française qui se charge de la restructuration et de la «rentabilisation» de la santé.

Au-delà de la naissance sans violence, le licenciement du Dr. Jean Le Bail est une attaque contre les pratiques, concernant la santé, plus proches des travailleurs et de leurs intérêts, et à travers lesquelles les équipes soignantes montrent leur volonté de créer une médecine qui ne doit pas être une source de rentabilité, ni de profit.

Les faits :

Lundi 16 février, le comité de soutien à la maternité de la clinique mutualiste (1), créé à l'occasion du licenciement, appelle à un rassemblement à la clinique où les délégués veulent être reçus par le conseil d'administration, mais il ne trouvent personne... Après avoir reçu une délégation, le CA reprend les «négociations» et amène le Dr. Jean Le Bail, qui avait proposé un compromis, à accepter les propositions du président.

Il abandonne donc la maternité. Il sera désormais partagé entre un «mi-temps» au Centre de planification de la clinique mutualiste et un autre «mi-temps» au Centre de santé de la Villeneuve.

(1) Le comité de soutien est composé des sections CFDT et CGT de la clinique mutualiste — de la section CFDT centres de santé — UL CFDT — Confédération syndicale des familles — Association «naître et être autrement» — Association «bien naître» — Planning familial — Syndicat de la médecine générale.

ABONNEMENT SPECIAL PRESIDENTIELLES

3 mois 45F

S'abonner, faire abonner à notre hebdo, en utilisant cette formule «spécial-présidentielles»...:

—c'est suivre la campagne présidentielle dans un hebdo qui s'efforce de poser les vraies questions, fournit les points de vue du parti et fait écho à l'action du candidat du parti, Pierre Bauby. *«Contre Giscard, contre la guerre»* : c'est l'axe d'action et de réflexion de notre hebdo pendant les semaines qui viennent;

—c'est fournir la possibilité à un ami, à un compagnon de travail, à sa section syndicale de recevoir l'hebdo pendant 6 semaines gratuitement;

—c'est recevoir le numéro du 4 mars principalement consacré à la campagne en supplément;

—c'est acheter *L'Humanité rouge* à l'ancien prix, 3 mois pour 45 francs!

Je m'abonne à la formule spécial-présidentielles :
Nom : .....
Adresse : .....
.....

Envoyer l'hebdo gratuitement pendant 6 semaines à :
Nom : .....
Adresse : .....
.....

Renvoyer ce bulletin à :
L'HUMANITÉ ROUGE
BP 201
75926 Paris Cedex 19
Réglements à l'ordre de :
PRESSE D'AUJOURD'HUI

RODEZ (AVEYRON)
UN COLLEGE RAYE DE LA CARTE

L'Inspection académique de l'Aveyron, et le conseil municipal de Rodez (à dominante PR), viennent de décider, sans aucune concertation des parents d'élèves ni des personnels, la suppression d'un des quatre collèges de la ville, le CES Monteil. Les élèves de ce collège seront ventilés dans les trois CES restants. Ceci amène plusieurs questions.

Qu'adviendra-t-il des personnels? L'administration compte bien faire des économies par le biais des suppressions de postes de personnels (enseignants, administratifs, service et surveillance). Elle tente de noyer le poisson en proclamant que seuls quelques auxiliaires ne seront pas repris. Car, selon elle, c'est là le sort normal d'un auxiliaire, qui aurait donc tort de se plaindre! Quant aux autres problèmes des personnels, allongement de la journée de travail, service sur plusieurs établissements, surcroît de travail pour les agents en place, l'administration les ignore purement et simplement.

Que signifie cette volonté délibérée de démanteler un CES public, alors que Rodez compte quatre collèges privés à côté des quatre (et bientôt trois!) publics? Les zones ouest et sud de la ville restent vides...et ouvertes au privé, qui fait preuve actuellement d'une grande vitalité et a tendance à installer des «annexes» aux points stratégiques (faisons leur confiance pour dans quelques temps couper le cordon ombilical et l'on aura un CES privé de plus). A Loissac, à 20 km de Rodez, un conseiller général s'était fait élire en promettant un CES public : un tel établissement verra bien le jour, mais il sera privé. L'Aveyron devient un des départements de France où le rapport entre public et privé tend de plus en plus à basculer en faveur de ce dernier.

Le prétexte invoqué pour la fermeture de Monteil (baisse démographique) est fallacieux, puisque des chiffres très officiels estiment que Rodez verra sa population scolaire croître d'au moins 1000 dans les 6 ans à venir. L'administration évoque alors la possibilité de construire un CES moins vétuste que l'ancien. Mais d'ici là, les établissements privés n'auront-ils pas récupéré la majorité des élèves?

Quelques enseignements :

—Face à une telle situation, la riposte des enseignants a été massive et unitaire. Il y a eu à Rodez 80% de grévistes le 16 février, une présence massive aux assemblées générales, des délégations dans tous les établissements de la région.

Mais de nombreux enseignants n'étaient prêts à se lancer dans des actions plus dures que s'ils étaient assurés du soutien des parents d'élèves. Les grèves des enseignants seuls deviennent vite impopulaires. L'exemple du CES de Marcillac, à 20 kilomètres de Rodez, où l'an dernier, une grève a été menée alternativement par les enseignants et les parents (qui gardaient les enfants chez eux), avait abouti à la création d'un demi poste de documentaliste (fonction importante dans une région culturellement isolée), est encore présente dans les esprits.

Enfin, n'a-t-on pas dévié le mouvement en lui assignant comme objectif quasi unique la défense de la laïcité, ressuscitant pour l'occasion des associations moribondes comme le CDAL (Comité départemental d'action laïque); développant les conceptions de la «laïcité-neutralité» qui sont celles de Jules Ferry... et du ministre Beullac? Si la lutte contre le privé et tout ce que cet enseignement implique ne doit pas être négligée, l'objectif principal n'était-il pas le problème de la qualité de l'enseignement, de la désertification et de l'emploi?

La lutte continue. A suivre.

MONTPELLIER
OTTO-LAZAR 281 LICENCIEMENTS

Otto-Lazar, entreprise de récupération de ferraille et de métaux, éclatée en plusieurs annexes, vient d'annoncer 281 licenciements sur l'ensemble du groupe. A Tamaris (Alès) dans l'atelier de 55 personnes, les ouvriers sont en grève depuis le 2 mars pour s'opposer aux licenciements de 11 d'entre eux. A Montpellier, lors de la manifestation régionale de la CGT du 13 mars, ils ont fait part de leur détermination à poursuivre la lutte, soulignant aussi l'importance qu'il y aurait à riposter d'une manière globale dans chaque annexe à ces licenciements. En effet, dans notre seule région, deux annexes sont également touchées, celle de Buges dans les Pyrenées orientales, et celle de Montpellier qui va fermer puisque les 24 travailleurs vont être licenciés.

CINEMA

Une vie volée

Allons Z'enfants d'Yves Boisset

1936. Ecole militaire des Andelys. Une cour cernée de bâtiments gris et rébarbatifs, piquée, çà et là, d'arbres rachitiques qui tendent des moignons de branches vers un ciel assorti au casernement. Décor d'école-prison qu'une neige duveteuse essaie vainement d'adoucir.

Sous les aboiements vindicatifs d'un adjudant garde-chiourme, une nouvelle promotion d'enfants de troupe apprend à «bagotter». Uniformes de gros drap, sous des bérêts trop grands pour eux, ils marchent mécaniquement en s'essoufflant à brailler les paroles d'un chant martial et pur : *«Le pinard»*. Regards vides, démarches d'automates... on les a arrachés brutalement au monde de l'enfance pour les précipiter dans un univers fermé et dur, sans âme. Un univers où le lustre de la buffleterie, les lits au carré et les sept pièces du mousqueton ont bien plus d'importance que les rêves ou les aspirations de ces gamins de 12-13 ans. Ils sont là pour servir. Leurs rêves, un juteux braillard au teint couperosé, les a foulés aux pieds. *«Ici, c'est comme à la Légion : marche ou crève!»* paroles édifiantes d'un officier en mal de Sidi-Bel-Abbès, voilà le réglement de l'école. On va en faire des hommes, quoi!

Parmi eux, Simon Chalumot. Fils d'un adjudant de carrière plus que borné, du genre «jugulaire-jugulaire» arrivé au dernier stade de la maladie. L'adjudant Chalumot (au passage interprété de façon magistrale par Jean Carmet) veut que son fils, si doué à l'école, devienne officier... Sans s'enquérir le moins du monde de son avis. Il va de soi, pour lui, qu'avec un père qui trimbale une collection de citations, qui s'est illustré au Tonkin et durant la grande boucherie de 14-18, le métier des armes soit une vocation pour son rejeton.

Ce n'est pas le cas. Simon est un enfant intelligent, sensible, qui préfère de loin la lecture aux crapahutages. Aux antipodes de la mentalité de soudard, cocardière et mesquine caractérisant la plupart des gradés de tous poils et qui pollue rapidement l'esprit des jeunes élèves. Simon n'est pas fait pour cette armée et il le dit. Une rebellion qui lui attirera les foudres de tout ce beau monde, transformant sa vie en enfer. De l'adjudant qui le bourre de coups pour le rendre plus malléable à la vie militaire à sœur Marie-Victoire (gendarme en cornette) qui l'insulte sur son lit d'hôpital, en passant par son père qui le ramène menottes aux poignets, comme un criminel, après son évasion... tout le monde se ligue pour briser sa résistance.

Mais dans ce monde de bêtise galonnée, il n'y a pas que des vieilles ganaches et des sœurs Marie-Victoire. Il rencontrera des êtres qui s'efforceront de l'aider et de le comprendre. Son professeur de français l'encouragera à progresser dans la réalisation de ses aspirations futures; il lui fera découvrir le vrai visage de la «Grande guerre» au travers du remarquable bouquin de E.M. Remarque : *«A l'Ouest rien de nouveau»*. Il y a aussi sœur Béatrice, enrolée contre son gré dans l'armée du Christ, portant, comme lui, l'uniforme d'une vocation imposée... Au temps où le sabre et le goupillon étaient maîtres.

Antimilitarisme, diront certains. Oui. Et Alors? Comment ne pas l'être dans un monde de badernes décorées comme des arbres de Noël qui n'ont qu'une seule préoccupation : fourbir les rouages d'une gigantesque machine à décerveler. Et puis, il faut resituer les choses dans le contexte, la période de l'entre-deux guerres. On sort à peine de la boucherie impérialiste de 14-18, la «der des der» où se sont illustrés tant de nos braves stratèges, y gagnant des palmes qui portent encore la marque pestilentielle des monceaux de cadavres. L'armée française gagne ses lettres de noblesse dans bons nombres de colonies et la seconde guerre mondiale est à nos portes. On sait comment cela se terminera, sur les plages de Dunkerque, en juin 40. Illustration de la science militaire de l'Etat-major et de la démission d'une bourgeoisie capitularde. Et les «antimilitaristes» de la veille ne seront pas toujours les dernier à prendre les armes contre l'occupant, tandis que tant de galonnés collaboreront...

Alors, c'est un film d'histoire? Rien à voir avec aujourd'hui?... Les écoles d'enfants de troupe existent toujours. 3 500 à 4 000 élèves y connaissent encore le même régime spartiate, les mêmes juteux poussent les mêmes coups de gueule. Dans son ensemble, la grande muette n'a guère changé. Les brimades, les punitions sont toujours monnaie courante. La même hiérarchie débile est imposée aux hommes de troupes, gare à la bleusaille! Et l'instruction militaire n'est qu'une brimade de plus. Ce n'est pas l'armée de Giscard, pas plus que celle de Daladier, qui est garante de l'indépendance nationale.

Les vérités que dit *«Allons z'enfants»* sur les écoles d'enfants de troupe, sur l'armée en général, pour outrées quelles soient quelque fois, sont tout-à-fait transposables à notre époque. Bien sûr, il n'existe sans doute plus guère d'adjudant Chalumot... mais il y a encore un paquet de Bigeard.

Claude DHALLUIN

DE «R.A.S» A «ALLONS Z'ENFANTS»

Sans grands discours, ni véhémence, Yves Boisset sait montrer les réalités de notre société. La quiétude de certains, qui se croyaient à l'abri derrière une façade bien-pensante et hypocrite, en est sans doute dérangée... mais tant mieux. Chacun de ses films est une pierre de plus à la barricade de ceux qui ont choisi la lutte.

De *R.A.S.* (sur la sale guerre d'Algérie) à *Dupont-Lajoie* (sur le racisme) en passant par *Le juge Fayard* et *La femme flic*, les films de Boisset sont tous solidement ancrés dans la réalité. *Allons z'enfants* ne dépareille pas dans ce palmarès...

Depuis des années, Yves Boisset avait envie de porter à l'écran le livre de Gibeau. Mais une foule d'obstacles se dressaient sur le chemin : le financement, la tiédeur des producteurs... et Anastasie en personne drapée dans les plis du drapeau et brandissant ses ciseaux d'un bras censeur. Il a donc fallu attendre les années 80 pour que le roman devienne images.

Mais la «grande muette» n'aime pas que l'on parle trop d'elle, surtout de la manière dont Boisset le fait. Depuis *R.A.S.*, Boisset est un nom interdit au ministère de la Défense. Il ne pouvait donc attendre aucune collaboration de la part de l'armée. Même la documentation sur les enfants de troupe, pourtant publique au terme de la loi, lui fut refusée.

Malgré tout, *Allons z'enfants* a vu le jour et c'est un grand film.

***«Le film comme le livre racontent l'histoire d'une enfance et d'une adolescence volées, montrent une révolte contre le pouvoir, l'armée, les institutions brutales et la connerie triomphante qui est et reste un motif de lutte jamais terminée.»*. Après ces paroles d'Yves Boisset, il n'y a pas grand chose à ajouter.**

...TELE RENDEZ-VOUS...TELE RENDEZ-VOUS...

Dimanche 22 mars – A2 – 20h35
NANA (deuxième épisode)

Après celles de Renoir et de Christian-Jaque, voici qu'une nouvelle *Nana* vient brûler Paris sur nos petits écrans : celle de Cazeneuve, ex-PDG de FR3 et de Antenne2. Dans une interprétation fidèle mais sans brio, Cazeneuve restitue néanmoins le mythe de la «dévoreuse d'hommes». *«L'histoire d'une jeune fille, née de 4 ou 5 générations d'ivrognes, le sang gâté par une longue hérédité de misère et de boisson, et qui se transformait chez elle en un détraquement nerveux de son sexe de femme.»*

On est parfois gêné par le fait que Zola mêle bien souvent le physiologique et le social, l'hérédité et le social. L'un ayant au moins autant d'importance que l'autre. Avec les Rougon-Macquart, Zola entend raconter l'histoire naturelle et sociale d'une famille sous le second Empire. Nana, fille de la blanchisseuse Gervaise, du fait de son hérédité alcoolique est devenue *«un ferment de destruction, sans le vouloir elle-même, corrompant et désorganisant Paris entre ses cuisses de neige»*. Pour Zola, dans les Rougon-Macquart, la société peut être assimilée à un corps social dont les parties malsaines corrompent l'ensemble de l'organisme. *«Avec elle, la pourriture qu'on laissait fermenter dans le peuple remontait et pourrissait l'aristocratie.»* Voilà qui limite la description d'un Zola qui dénonce les tares d'un régime corrompu sans prendre pour autant le parti du peuple qui l'effarouche. *«Quand une société se putréfie, que la machine sociale se détraque, le rôle de l'observateur et du penseur est de noter chaque plaie nouvelle, chaque secousse inattendue... Nous vivons sur les ruines d'un monde. Notre devoir est d'étudier ces ruines, de les étudier avec franchise, sans peur ni mensonge, pour en tirer les éléments du monde futur.»*

Lorsque Nana meurt de la petite-vérole dans un meublé, sous ses fenêtres, on crie : *«A Berlin! A Berlin!»*. C'est le glas du second Empire. Cette Nana, sortie de la Goutte-d'or pour mettre dans son lit le grand chambellan de l'Impératrice, c'est le symbole de la corruption qui a marqué tout un règne, celui de Napoléon III. La chûte des Muffat, des Vandœuvre, des La Falaise plumés par Nana, la chûte de Nana elle-même en 1870, c'est celle de tout le second Empire.

Avec *Nana*, Zola a dressé un procès impitoyable de la corruption d'une bourgeoisie en pleine expansion sous Napoléon III : expansion coloniale mais surtout spéculation et exportation de capitaux. Une bourgeoisie dont la corruption n'a d'égal que les profits et l'hypocrisie : *«La bêtise dorée, l'ordure insolente de ces femmes et de ces hommes qui ont besoin de la dictature de César pour bercer leurs nuits d'amour dans le grand silence de la France baillonnée.»*. Malgré les théories sur le corps social chaviré par la folie du sexe, Zola se fait le reflet des contradictions sociales. Ainsi, au moment où Nana plume le banquier Steiner, il écrit : *«Il y avait là-bas, dans un coin de province des ouvriers noirs de charbon, trempés de sueur, qui nuit et jour, raidissaient leurs muscles et entendaient craquer leurs os pour suffire aux plaisirs de Nana.»*

Cent ans après Zola, il y a toujours comme au temps de Nana, des ouvriers noirs de charbon, trempés de sueur, qui raidissent leurs muscles pour des Steiner ou des maîtres de forges...!

Léon CLADEL

UNE SALE AFFAIRE d'Alain BONNOT

Un flic – intègre, violent et sûr de lui, une femme – bonne mère de famille et bonne épouse, en même temps que secrétaire de mairie (tout ce qu'il y a de plus normale, quoi... en vertu de certains critères, évidemment), un port – aussi tant plein de flotte et de bâteaux qu'un port peu l'être –, et un vilain trafiquant de drogue, qui plus est député-maire (de droite!) ayant pour adjoint dans ses turpitudes neigeuses le premier-adjoint. Jusque-là, c'est clair?... Le flic va employer des moyens pour le moins peu orthodoxes pour faire tomber le député-maire. Depuis le temps qu'il l'avait dans le collimateur. La violence, le chantage et tutti quanti, rien ne le rebute pour arriver à ses fins...

Additionnez tout ça, rajoutez au total une grosse pincée d'Alain Bonnot (celui-là, l'aura aucun mal pour obtenir des subventions du gouvernement) et vous obtenez – après avoir laissé mijoter 1h45 : une histoire policière bien goupillée (aucun risque d'explosion...n'appelez pas les artificiers, merci!) avec juste ce qu'il faut de violence, de suspense, de retournements et de ketchup pour tenter de nous faire avaler la couleuvre : une police qui s'attaque au banditisme sans être arrêtée par de vulgaires considérations de rang dans la société. Pas banal! C'est plus une couleuvre, c'est un python...

A moins que, l'ami Bonnot, ait voulu situer son film ailleurs, dans un autre temps (bien que les protagonistes ne soient ni vêtus de hauts-de-chausse, ni de combinaisons spatio-temporelles, ni même de peau de bête). A moins qu'il essaye de nous bourrer le mou sur la police, de nous faire prendre Peyrefitte et Bonnet pour les Robespierre et St-Just du XXe siècle, révolutionnaires intransigeants et incorruptibles qui veulent nettoyer notre société de toute sa saleté... Ou alors, c'est un grand naïf?

Vous avez déjà entendu parler d'histoire de ce genre, vous? Où la flicaille, la politicaille et cœtera, n'aient pas cherché à étouffer l'affaire...?

A sa place, j'aurais appelé le film «l'Antidote», car c'est bien ce dont il s'agit... une antidote contre les nombreux films qui montrent la police telle qu'elle est. A trop forte dose, ça peut ouvrir les yeux. Alors une petite giclée de *«Une sale affaire»* et l'équilibre est rétabli. Ouf! On l'a échappé belle...

CAMBODGE

L'UNITE DES FORCES ANTI-VIETNAMIENNES RENCONTRE DES DIFFICULTES

Chasser les occupants vietnamiens du Cambodge est la revendication commune de tous les Cambodgiens, qu'ils soient sihanoukistes, proches de l'organisation dirigée par le nationaliste Son Sann, ou encore partisans du gouvernement du Kampuchea démocratique. Mais malgré cette volonté commune, on est encore loin d'une unité politique de toutes les forces anti-vietnamiennes au sein d'un front uni, comme le souhaitent depuis longtemps les dirigeants du Kampuchea démocratique.

Ces difficultés sur le chemin de l'unité viennent de ressortir à nouveau, à l'issue de la rencontre Sihanouk – Khieu Samphan. Elle n'a pas abouti contrairement à ce qu'auraient pu laisser entendre certaines déclarations du prince, peu avant.

Il n'en reste pas moins qu'une telle rencontre était inimaginable il y a seulement quelques mois, compte tenu du contentieux qui oppose les différentes organisations cambodgiennes.

Au dire même de Sihanouk, d'autres rencontres ne sont pas exclues, tout espoir d'avancée dans le sens d'un front uni n'est donc pas perdu. D'autant que certaines organisations de réfugiés et personnalités nationalistes qui n'ont pas caché leur synmpathie pour le prince, tel l'UPAKAF, se sont récemment prononcées nettement pour une union prioritaire de tous les cambodgiens, malgré leurs dissensions, contre l'occupation vietnamienne.

Par ailleurs, quels que soient les obstacles qui retardent le rassemblement des différentes forces politiques cambodgiennes, les relations entre elles sur le terrain ne sont pas mauvaises, même si on ne peut les qualifier de franchement cordiales; c'est ainsi qu'une sorte de pacte de non – agression tacite a été conclu entre les guérilléros nationalistes du FNLPK que dirige Son Sann, et les troupes du Kampuchea démocratique. Il est même arrivé que des combats contre les soldats vietnamiens les regroupent côte à côte.

Autre expérience intéressante : les « comités du Front » élus dans les villages libérés par les combattants du Kampuchea démocratique. Ces comités doivent respecter un programme purement patriotique et qui rompt avec la politique de 1975 – 1978. Le fait que des cambodgiens de différentes tendances y adhèrent témoigne des aspirations à l'union contre l'occupant vietnamien.

Khieu Samphan

PONCET EN CORÉE DU SUD

Après Cointat, ministre français du Commerce extérieur, c'est au tour de Poncet, ministre des Affaires étrangères, d'entreprendre le voyage à Séoul, en Corée du Sud, le pays du dictateur Chun Doo Hwan arrivé au pouvoir par un bain de sang il y a quelques mois.

Poncet n'est vraiment pas dégoûté! Il faut dire que trois accords économiques importants sont au bout du voyage, dont la vente de deux centrales nucléaires.

Et il paraît même que Giscard inviterait le dictateur sud-coréen à se rendre en France!

LES PUTSCHISTES ESPAGNOLS ET REAGAN

Selon le journal espagnol *El País*, un membre de l'équipe du président américain Reagan aurait pris contact avec les putschistes espagnols, début février.

Ce représentant américain aurait même envisagé *« une collaboration en cas de succès du coup d'Etat »*.

Sans doute Reagan considère-t-il le roi Juan Carlos comme un agent de Moscou?

POLOGNE : VICTOIRE DES SYNDIQUÉS DE RADOM

La section locale du Syndicat Solidarité de la ville de Radom a remporté une nouvelle victoire en obtenant la démission du préfet et du premier secrétaire du parti de la région, accusés par le syndicat d'être parmi les responsables locaux de la répression qui a suivi les luttes ouvrières de 1976.

Le syndicat réclame aussi la révocation du commandant de la milice.

CEE : REPRISE DE L'AIDE AU SALVADOR

Après trois semaines d'interruption, la Communauté européenne va reprendre son aide au Salvador. Cette aide avait été interrompue sous la pression américaine, les USA prétendant qu'elle était favorable aux guérilleros, ce que dément la Croix-rouge internationale.

Finalement, en passant outre aux « recommandations » de Reagan, la CEE veut montrer qu'elle n'obéit pas au doigt et à l'œil de Washington et qu'elle ne souscrit pas à la logique des deux superpuissances : « ceux qui ne sont pas dans mon camp, sont dans l'autre camp ».

SUSPENSION DE L'AIDE AMÉRICAINE AU MOZAMBIQUE

Les USA ont annoncé qu'ils suspendaient leur aide alimentaire d'un montant de 5 millions de dollars au Mozambique.

Une nouvelle fois, « l'aide » américaine au Tiers Monde apparaît pour ce qu'elle est : un moyen de pression sur des pays qui n'obéissent pas assez à Washington.

En l'occurence, cette suspension est « motivée » par l'expulsion du Mozambique de quatre diplomates américains accusés d'espionnage.

Et Reagan aura beau jeu, après ça, de s'indigner si le Mozambique va demander à Moscou ce que Washington lui aura refusé! Mais ne fait-il pas justement ce qu'il faut pour ça?

SÉCHERESSE DRAMATIQUE DANS LE NORDESTE BRÉSILIEN

Plusieurs centaines de milliers de paysans du Nordeste brésilien sont touchés par l'effroyable sécheresse qui sévit sur la région depuis deux ans.

Selon les sources officielles, 800 000 paysans sont réduits au chômage à cause de la sécheresse, 2 millions selon d'autres sources.

Des milliers de paysans affamés et révoltés s'en prennent maintenant aux entrepôts et magasins d'alimentation, action considérée comme « légitime » par le cardinal-archevêque de Fortaleza qui est allé jusqu'à déclarer, au grand dam du gouvernement, que le respect de la propriété privée avait des limites, vu la situation dramatique.

Comme souvent, en cas de sécheresse, le recours abusif au terme de « calamité naturelle » est contesté par les experts et organisations paysannes. Dans ce cas précis, c'est la politique agricole anti-sociale du gouvernement qui est mise en cause puisqu'elle encourageait les gros propriétaires terriens à chasser les paysans pauvres des terres humides où ils se réfugiaient en cas de sécheresse, pour les transformer en immenses pâturages.

LES BÉNÉFICES DES TRUSTS PÉTROLIERS

Alors que la TV n'arrête pas de prendre pour cible les pays producteurs de pétrole, « coupables » d'augmenter les prix, elle ne dit mot des bénéfices exceptionnels réalisés par les Compagnies pétrolières nord-américaines en 1980.

Qu'on en juge : les bénéfices nets des 5 grandes compagnies américaines ont augmenté de 30 à 40%!

EXXON : plus 32%, Mobil : plus 40,5%, Standard Oil : plus 33,7%, Texaco : plus 27,3%, Gulf : plus 6,3%.

Et encore, ces chiffres ne tiennent pas compte des bénéfices cachés, réalisés au moyen de procédés douteux comme le transfert des bénéfices d'un pays à l'autre pour échapper au fisc.

DU BLÉ FRANÇAIS POUR L'URSS

Une nouvelle fois, le gouvernement français est à la pointe de la politique d'apaisement à l'égard de l'URSS, pour une histoire de gros sous.

En effet, la France va demander aux autres pays du marché commun l'autorisation d'exporter 600 000 tonnes de blé vers l'URSS en 1981, alors que les Neuf s'étaient engagés après l'invasion de l'Afghanistan à ne pas dépasser le niveau habituel des ventes de céréales à Moscou pour ne pas annuler l'effet de l'embargo américain.

AMERIQUE LATINE

CHILI

Une répression moins voyante mais plus sélective

Tandis que Pinochet s'est installé en grande pompe mercredi 11 mars au Palais de la Moneda, le régime chilien a de nouveau été condamné à l'ONU, le 26 février, pour ses violations des droits de l'homme.

En effet, l'année 80 aura marqué une recrudescence de la répression : reprise des enlèvements, extension de la garde à vue de 5 à 20 jours, relégation administrative touchant les opposants, doublement des arrestations en 80 par rapport à l'année précédente, renouvèlement de l'Etat d'urgence, etc... Autre sujet d'inquiétude : la répression se fait plus sélective, touchant précisément ceux qui se dressent contre la dictature.

Le dernier exemple est celui de 5 militants arrêtés le 29 janvier et qui risquent la peine de mort. Le Comité de défense des réfugiés politiques chiliens en France lance un appel pour les sauver. En voici des extraits :

« Le 29 janvier dernier, cinq militants de la Résistance populaire au Chili, et un bébé de 18 mois ont été arrêtés et mis au secret par la CNI-DINA (la Gestapo chilienne). Après avoir été torturés pendant douze jours, ils ont été remis à la Justice militaire le 19 février.

» Ils sont accusés, sans preuves, d'appartenir au MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) et du meurtre de 8 personnes dont un militaire et 4 policiers.

» Le même jour, la CNI rendait le bébé, Natalia Garcia Escobar, à ses grands-parents avec des signes évidents de tortures (vraisemblablement de brûlures à l'électricité), à la suite desquelles la petite fille souffre de troubles physiques et psychiques importants. (...)

» Entretemps, la dictature de Pinochet promulguait un décret-loi dit « anti-terroriste » qui rétablit les conseils de guerre et la peine de mort systématiquement pour tous ceux qui sont accusés de s'être affrontés aux forces de l'ordre.

» Avec l'arrivée au pouvoir de Reagan et de son équipe, Pinochet – comme tous les dictateurs latino-américains – se sent les mains libres pour pouvoir réprimer la montée de la lutte populaire.

» Pour la solidarité internationale comme pour les travailleurs et le peuple chiliens, la machination montée contre les 5 militants devient une véritable épreuve de force.

» Il faut que les démocrates et les progressistes du monde entier montrent à Pinochet que, même avec le soutien de Reagan, il ne parviendra pas à stopper la révolte du peuple chilien contre la dictature, en s'acharnant sur les militants de la résistance.

» Une vaste campagne pour sauver leur vie et pour exiger l'abrogation de la législation répressive se met en place :

– au Chili, depuis le 29 février, les prisonniers politiques, dans leur totalité, font la grève de la faim,

– en Europe, dans plusieurs pays (dont la France, à Grenoble) des grèves de la faim ont également lieu,

– en France : la Coordination nationale des Comités Chili-Amérique latine organise une campagne de soutien et de dénonciation. Elle s'adresse, pour ce faire, à toutes les personnalités et organisations humanitaires, religieuses et démocratiques du pays. (...) »

NB : une manifestation a eu lieu le 11 mars à Paris devant l'ambassade du Chili.

Les dictateurs à l'heure de Reagan

Amérique latine : s'il y a un continent où les intérêts impérialistes américains riment avec dictature, c'est bien celui-là. Et, après quelques années de timides démocratisations, l'élection de Reagan à la Maison Blanche aura redonné confiance aux dictateurs latino-américains, quelque peu désorientés par la politique dite « des droits de l'homme » de Carter.

A propos de l'élection de Reagan, le commandant en chef de la marine uruguayenne n'a-t-il pas déclaré qu'elle ouvrait *« un chemin d'espoir pour l'humanité »* (sic!), et le président du Conseil d'Etat uruguayen d'ajouter : *« Il faut espérer que ce changement de gouvernement aboutisse à un rapprochement entre les Etats-Unis et l'Amérique latine. »*

Redoutant plus que jamais la pénétration de l'URSS dans ce continent autrefois chasse-gardée des USA, craignant que la victoire populaire au Nicaragua ne fasse boule-de-neige et ne compromette ainsi les intérêts américains déjà mis à mal un peu partout dans le monde, Reagan n'a pas hésité une minute : c'est aux dictatures les plus féroces que vont ses préférences, du Salvador au Chili en passant par l'Uruguay.

Claude LIRIA

50 000 DISPARUS

Les 31 janvier et 1er février à Paris s'est déroulé, dans les locaux du Sénat puis de l'Assemblée nationale, un colloque international sur la politique de disparition forcée des personnes.

C'est la situation en Amérique latine qui fut au centre du débat.

Les travaux ont démontré le lien étroit qui existe entre les régimes dictatoriaux et la politique de disparition.

Selon le président de la Commission nicaraguayenne des droits de l'homme, 50 000 disparitions ont été recensées en Amérique latine, dont 30 000 en Argentine. Huit pays (Argentine, Bolivie, Chili, El Salvador, Guatemala, Haïti, Paraguay, Uruguay) couvrent ou organisent la politique de disparitions. Tous sont des dictatures d'extrême-droite.

Les photos de cette page sont extraites d'une brochure sur le Salvador, éditée par les Editions Contre-champs (Montpellier) et diffusée par Alternative, 36 rue des Bourbonnais 75001 Paris.

BRESIL

Une libération qui rime avec répression

Brésil : la dictature a laissé la place à un régime communément présenté comme plus « ouvert », plus « libéral ». Il n'empêche...

Le 25 février dernier, l'ancien président du syndicat des métallurgistes de Sao Bernado a été condamné à 3 ans et demi de prison. Son crime? Avoir organisé en avril-mai 80 la grève des métallos de Sao Paulo.

Et pourtant le droit de grève est admis au Brésil, mais il est soumis à tant de restrictions qu'il a été facile pour le tribunal de déclarer cette grève *« illégale »*. Et c'est devant une cour de justice militaire que le leader syndical a comparu.

SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE SALVADORIEN !

Le 11 mars, la Commission des droits de l'homme de l'ONU a adopté par 29 voix contre 1 et 11 abstentions (dont celle des USA) une résolution dénonçant *« le climat de violence et d'insécurité »* qui sévit au Salvador. Elle proclame le droit du peuple salvadorien à se doter démocratiquement d'un gouvernement sans ingérence extérieure ni terreur.

Mais, pendant que le peuple salvadorien continue de mourir, grâce à « l'aide généreuse » des USA à la dictature, l'Europe occidentale subit les pressions américaines, acceptant de suspendre momentanément son aide humanitaire aux populations. (Cette aide devrait reprendre dans les jours qui viennent). Ce qui revient à faire le jeu des deux superpuissances pour qui il n'y a pas d'alternative offerte aux pays et aux peuples du monde autre que celle-ci : *« Ou bien avec Washington, ou bien avec Moscou; si tu te bats contre moi, c'est que tu marches avec mon ennemi. »*. C'est la logique de l'URSS appliquée aux combattants afghans, taxés de « proaméricains » ; c'est aussi la logique des USA appliquée aux insurgés salvadoriens, taxés de « prosoviétiques ».

Mais notre solidarité doit aller à **tous** les peuples victimes de l'impérialisme américain comme des interventions de l'URSS.

Soyons nombreux le 20 mars à la Mutualité à Paris aux « 6 heures pour le Salvador et l'Amérique centrale » organisées à l'initiative des Comités Salvador, Nicaragua, Guatemala avec le soutien de nombreuses organisations.

Conseillers militaires US au Salvador

URUGUAY

Des prisonniers en danger de mort

L'Uruguay, traditionnellement havre de démocratie (ce qui n'est pas si courant sur ce continent) survit depuis 9 ans sous la botte des militaires pro-américains.

Mais, en novembre dernier, le peuple dans sa majorité dit non au plébiscite organisé par la junte. Une victoire d'autant plus écrasante que tout avait été fait pour truquer les résultats et obliger les gens à voter oui.

Comme le montre cet extrait de lettre publiée dans *Uruguay Informations*, l'enthousiasme populaire fut grand : *« Comme tu le verras, il y a peu de nouvelles, sauf l'événement. Plébiscite 1980, qui fut écrasant et dont le prologue fut véritablement triste à décrire, pour son immoralité et ses mensonges. Mais cette fois, les gens ont et ont eu conscience de ce que nous vivons depuis 9 ans, et ce fut en vérité une chose merveilleuse que nous avons pu seulement fêter dans l'intimité, et, peut être, par des regards furtifs avec les gens qui te croisent dans la rue. Tous, nous avions quelque chose en commun, même sans nous connaître, une victoire silencieuse, un refus général, un cri noyé que nous avons mis en lettres d'affiche bien grandes. NON. (...) Dorénavant, je ne sais pas ce qui nous attend, mais au moins, publiquement, ils savent que nous ne les supportons plus. »*

Mais « ils » ne l'entendent pas de cette oreille : au lieu de démissionner suite à leur défaite, les militaires renforcent la répression, seule réponse possible pour conserver un pouvoir contesté majoritairement. La situation s'aggrave en particulier pour les prisonniers politiques, comme le montre cet appel lancé par le Comité de défense des prisonniers politiques en Uruguay (extraits) :

« Depuis déjà quelques semaines une situation nouvelle s'est créée dans les prisons uruguayennes. Un supposé « complot » est découvert par les Forces armées, « complot » dans lequel elles regroupent 120 prisonniers de la prison de Libertad, des parents de prisonniers politiques et des libérés récents.

» Depuis plus d'un an, des informations venant des parents et d'ex-prisonniers confirmaient le durcissement des conditions de détention à Libertad (prison d'hommes) et à Punta de Rieles (prison de femmes). Diverses actions de dénonciation furent organisées au niveau mondial démontrant clairement ce que, plus tard, la Commission internationale de la Croix rouge définira, parlant de "Libertad", comme "le lieu où le système – de détention – est poussé au-delà de ce qu'on a l'habitude de voir, aussi bien dans le domaine de la sécurité que dans celui de la recherche de tout ce qui peut nuire à l'homme incarcéré."

» Le "complot" dénoncé par les autorités militaires accuse des prisonniers de la prison de Libertad et des parents comme auteurs d'un plan d'invasion de l'Uruguay, d'enlèvements, d'émissions de radio, de divulgation de fausses nouvelles. (...)

» Le Comité de défense des prisonniers politiques en Uruguay lance, à nouveau, un appel à la solidarité internationale pour éviter que les prisonniers politiques soient torturés et maltraités, pour garantir leurs vies, pour que soit garantie la sécurité des parents qui font des démarches pour leurs prisonniers, pour qu'il soit fait une grande attention aux informations qui circulent tenant en compte que le régime dictatorial uruguayen a intérêt à diffuser de fausses informations. »

SOUSCRIPTION

Total précédent : 22 584 F

Souscript à Librairie	Paris	500
Cellule du PCML	Strasbourg	42
A.F	La Ferté/B	100
Suppt à réabt Hebdo. C.C	Massy	60
Suppt à réabt collectif hebdo. E.M	Aubagne	5
Suppt à réabt hebdo. D.M	Nimes	60
Suppt à réabt hebdo. C.J.	Lussan	60
Souscript Spé Prési.. Un maire.	Corse	100
Souscript Spé Prési.. G.F	Montpellier	10
Suppt à réabt Hebdo. R.M	Argenteuil	60
Souscript à Librairie. H.S	Paris	300
Suppt à réabt hebdo. H.M	La Ravoire	45
Souscript vente timbres	Paris	78
Camarade CFCE.	Reims	6
Souscript en plus à abt spé Prési. T.R	Brest	1 955
Suppt à réabt hebdo. P.E	Chambéry	60
Suppt à réabt hebdo. N.G et N.P	Angers	10
Suppt à réabt hebdo. M.M	Metz	10
Suppt à réabt hebdo. L.	Lille	55
Souscript Spé Pré Réu. du 18/2 à B.B	Nord	65
Suppt à réabt hebdo. M. Cl	Toulouse	60
Souscript. P.B	St-Denis	150
Souscript. librairie	Paris	280
Cellule du PCML J. Labourbe	Brétigny	42

Nouveau total au 8 mars 1981 : 26 697 F

ENCORE UN ATTENTAT FASCISTE CONTRE UNE LIBRAIRIE

La librairie « Jonas » après l'attentat

Lundi 9 mars, vers 20h30, des individus lancent trois pavés puis des cocktails Molotov dans la façade de la librairie « Jonas », *à Paris, dans le XIIIe arrondissement. Un incendie s'est déclaré et les dégats sont importants. Par chance, personne n'était présent à l'intérieur des locaux à cette heure-là. L'attentat a été revendiqué par une officine fasciste baptisée pour la circonstance « CRAM » (Comité de répression anti-marxiste). Petite librairie de quartier, existant depuis 23 ans,* « Jonas » *est connue pour être de gauche. C'est cette réputation qui en a fait la cible des fascistes. Cet attentat est le cinquième qui est commis ces derniers mois contre des librairies parisiennes, après* « Le Phénix », *la librairie* « 84 », « Les milles feuilles », *les* « Reclus ». *Le but est clair : il s'agit, par le terrorisme, de tenter de frapper ce secteur de la liberté d'expression qu'est la diffusion du livre.*

L'impunité dont ont bénéficié les auteurs d'attentats fascistes et racistes commis ces derniers temps est un encouragement à la poursuite de tels actes. C'est ainsi que, le 4 mars dernier, le néo-nazi Fredricksen qui comparaissait en appel est ressorti libre du tribunal. Il n'aura pas fait un seul jour de prison ! Et pourtant, dans « Notre Europe » *on pouvait trouver la revendication à peine voilée d'attentats criminels, comme par exemple celui commis contre la librairie* « Le Phénix ».

21 MARS

LA LIBRAIRIE « LE PHENIX » ROUVRE SES PORTES

Le 7 mars 1980, la librairie *Le Phénix* était l'objet d'un attentat fasciste. Peu avant l'heure de la fermeture, des individus pénétraient dans les locaux, en fermaient les accès, et lançaient des cocktails molotov ; aprés s'être enfuis, ils avaient refermé les portes derrière eux, voulant ainsi que les personnes présentes demeurent prisonnières des flammes. Une vendeuse et un vendeur de la librairie devaient être gravement brûlés.

21 mars 1981 : la librairie *Le Phénix* rouvre ses portes ; échec est ainsi fait aux agresseurs. Nous avons rencontré les vendeurs de la librairie à cette occasion.

Est-ce que l'enquête engagée aprés l'attentat a donné des résultats ?

Il y a une enquête qui a été menée par la 3ème brigade territoriale ; Régis Bergeron s'est constitué partie civile pour avoir accés au dossier de l'enquête. Aux dernières nouvelles, il y a un mois et demi, elle n'avait toujours rien donné.

Au cours de cette année, comment la solidarité s'est-elle manifestée ?

Dès le lendemain de l'attentat, un comité de soutien s'est constitué avec beaucoup de sinologues, d'universitaires. Cela a amené un soutien moral et financier très, très important. Des centaines de lettres d'encouragement nous sont parvenues. Si, aujourd'hui, la librairie peut rouvrir, c'est grâce à ce soutien. Plusieurs millions d'anciens francs, par petites sommes, ont été recueillis. En mai dernier, à l'occasion de la foire de Paris beaucoup de gens nous ont apporté le témoignage de leur solidarité. L'Association des amitiés franco-chinoises nous a apporté un soutien important. Des comités ont fait campagne et ont regroupé de l'argent pour la réouverture de la librairie.

Ce soutien demeurera nécessaire aprés la réouverture ; il se manifestera maintenant par la fréquentation de la librairie.

Que pourra-t-on trouver au *Phénix* ?

On y trouvera la plupart des livres concernant la Chine : la littérature, l'art, la culture, la connaissance de la langue chinoise. Il y a un effort de diversification dans tous les domaines. Il y aura plusieurs centaines de revues en chinois. Il y aura un développement des services information, envoi de catalogues gratuits, vente par correspondance, abonnements aux revues.

Le 21 mars, les travaux seront terminés ; la librairie est entièrement rénovée. Elle sera ouverte à partir de 10 heures le matin. On peut nous téléphoner au 272 27 31. Notre adresse : 72, bd de Sébastopol. 75003 Paris. Métro Réaumur-Sébastopol.

SAMEDI 21 MARS 81

A l'appel du MRAP

ETATS GENERAUX DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME

PARIS - 6 rue Albert de Lapparent

Salle de Conférences

Métro : Ségur / Cambronne

A partir de 10 heures du matin

Le 21 mars a été proclamé, par les Nations Unies, Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale afin de célébrer la mémoire des victimes du massacre de Sharpeville en 1960, en Afrique du Sud. Chaque année, le MRAP s'attache à faire du 21 mars un point fort de la lutte contre l'apartheid et le racisme sous toutes ses formes.

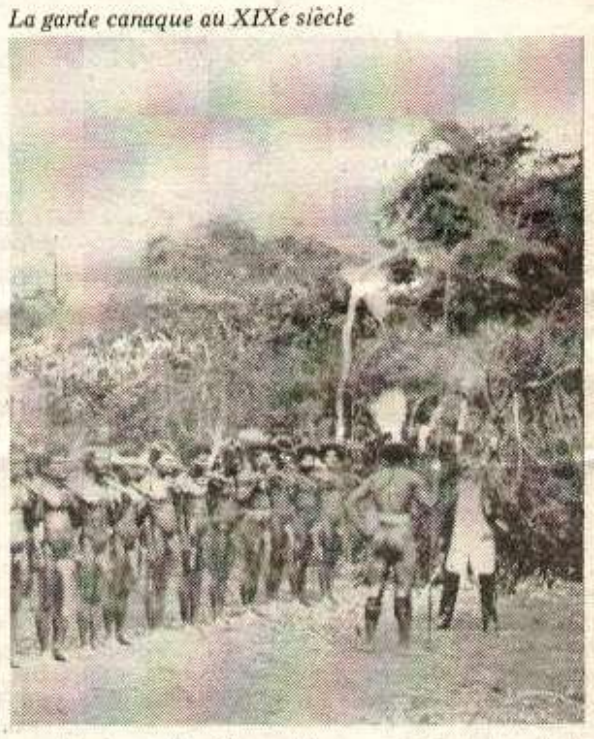
HISTOIRE

Louise Michel anticolonialiste

« Ceux qui savent...
Ta bonté, ta fierté de femme populaire
L'âpre attendrissement qui dort sous ta colère
Ton long regard de haine à tous les inhumains... »

Seul écrivain français, Victor Hugo en décembre 1871, célèbre Louise Michel au moment où elle est condamnée par le 6e conseil de guerre à la déportation en Nouvelle-Calédonie. Elle y retrouve beaucoup de communards avec leurs familles et d'autres femmes qui, comme elle, refusent un régime de faveur. Pour elle pas question de ressasser les souvenirs, elle passe son temps à connaître tout ce qui l'entoure et particulièrement la population autochtone canaque. Elle devient amie avec un Canaque, Daoumi, et son frère qui lui apprennent les dialectes locaux. Mais laissons place au récit fait par *« L'Encyclopédie des grands révolutionnaires »* Tome 7 et par *Le peuple français* N° 7 (1978).

La garde canaque au XIXe siècle



« Un jour elle fait part à ses amis interloqués de son désir de partir au sein des tribus canaques pour mieux les connaître. C'est dans une clairière, à la tombée de la nuit, qu'elle surprend les Canaques stupéfaits de voir une femme blanche les saluer en leur langue. Commence alors un étrange dialogue. Les Canaques considèrent en effet les Blancs échappés comme des repris de justice, ils les ligotent et les ramènent à l'autorité militaire. Or, voilà que Louise Michel entreprend de leur démontrer leur erreur. Elle explique devant une assemblée médusée que parmi les Blancs, il y a certes des bons et des méchants, mais que les bons ne sont pas toujours les officiels ; et de raconter l'épopée de la Commune... La confiance établie, les Canaques changent leur façon d'opérer. Précisément quelques jours plus tard, un déporté enfui arrive dans la brousse. Les Canaques le découvrent et loin de le livrer, le cachent, en lui apportant de quoi manger.

» Allant de tribu en tribu, Louise Michel se fait aimer : elle soigne les enfants, aide les mamans, donne des conseils aux hommes. Ceux-ci en retour lui narrent leurs difficultés, leurs misères, les brimades que les Blancs leur infligent : arbres coupés, cultures pillées, femmes enlevées, bonnes terres occupées, tribus refoulées dans la forêt.

» Aussi lorsqu'en 1878 éclate la grande révolte des Canaques, Louise Michel est seule à les aider, contre l'opinion de certains de ses camarades de déportation qui aident même l'administration à réprimer « ces sauvages cannibales ». Elle leur conseille de couper tous les fils électriques de l'île, elle envoie en France des lettres, des articles pour alerter l'opinion sur le massacre effroyable des révoltés par l'armée qui râtisse l'île. L'écharpe rouge de la Commune qu'elle avait réussi à conserver, elle la déchire en trois pour l'offrir aux chefs canaques défaits, venus lui dire adieu avant de s'enfuir dans leurs pirogues. »

Amnistiée en 1880, Louise Michel débarque à Sidney en Australie où elle fait la première d'une longue série de conférences, sur la révolte des Canaques, la traite des Noirs et les conditions de déportation à Nouméa.

Y-A-T'IL UNE STRATEGIE DU DECLIN DE LA FRANCE ?

A propos du livre d'Anicet Le Pors «Marianne à l'encan»

« Sous la double action du mouvement du capital monopoliste et de la politique giscardienne d'intégration européenne et atlantique, la nation est mise en cause dans sa cohérence économique et politique. C'est le choix de classe délibéré de la grande bourgeoisie giscardienne qui en fait un choix de déclin du pays. » écrivait Anicet Le Pors, ancien haut-fonctionnaire de l'Etat, aujourd'hui sénateur, dans *L'Humanité* du 5 août 1980. Il précisait, le 29 novembre : *« Une telle attitude confine à la haute trahison des intérêts nationaux. C'est un véritable crime économique contre la France. »*

L'analyse de la stratégie du déclin de la France, menée par Giscard et consorts depuis que de Gaulle a quitté le pouvoir en 1969 (1), est particulièrement développée dans *« Marianne à l'encan »* d'Anicet Le Pors, publié au printemps dernier.

Dans ce livre, A. Le Pors explique que la politique de déclin de la France repose sur l'application de trois formules : le trilatéralisme, la haute tutelle des USA et l'Europe allemande :

—le trilatéralisme, défini comme *« l'ensemble des objectifs et moyens qui visent à systématiser les démarches des pays capitalistes dominants pour faire face aux principaux problèmes qu'ils rencontrent dans la crise »* (p. 91), regroupe les USA, l'Europe et le Japon, sous la tutelle des premiers.

—la haute tutelle des USA, en raison de sa position économique impérialiste dominante et, sur le plan monétaire, de la suprématie du dollar. A cet égard *« la prétendue opposition des USA à l'intégration européenne relève de l'intoxication dans la mesure où les USA, non seulement ont les moyens de dominer ce processus, mais en fait ils l'impulsent par RFA interposée »* (p. 101).

—l'Europe allemande, qui repose sur sa supériorité économique : excédents commerciaux considérables, principale bénéficiaire des aides de la CECA (Communauté économique charbon-acier) et du Marché commun agricole, banquier de nombreux pays, dominant le système monétaire européen, bénéficiaire de l'élargissement de l'Europe à la Grèce, à l'Espagne et au Portugal, du fait de ses gros excédents commerciaux à leur égard.

A cela s'ajoute pour la France une contrainte extérieure qui lui est propre : son déficit structurel à l'égard des USA, du Japon, de la RFA, en particulier pour les biens d'équipement. Ce déficit asphyxie l'économie française et la rend dépendante dans son accumulation du capital des USA, du Japon, de la RFA. La politique giscardienne de relance des investissements conduit à des *« spécialisations déstabilisatrices de l'appareil de production nationale »*, d'autant que les importations augmentent deux fois plus vite que la demande extérieure.

La politique d'abandon national se situe au tournant giscardien. Tour à tour, à partir de 1969, les grands programmes des secteurs de pointe sont abandonnés : filière nucléaire française, plan calcul, Concorde, Mercure, etc...

Cette analyse de la stratégie giscardienne du déclin de la France, qui soustend et veut justifier celle du *« Produisons français »*, correspond-elle à la réalité ?

Une subordination totale ?

La trilatérale est une réalité indéniable. A cette sorte de club de rencontres et de réflexions à l'échelle mondiale se retrouvent de façon informelle hommes d'Etat, grands patrons de tout poil, allant de la « nouvelle droite » aux réformistes. Que certains travaux de cette trilatérale aient inspiré les chefs d'Etat des principaux pays capitalistes, dont Giscard, est indiscutable. Que les USA soient une superpuissance impérialiste et qu'elle domine, dans de nombreux domaines, les autres pays capitalistes comme les pays européens, on ne saurait en douter.

Mais ces pays baissent-ils les bras ? L'impérialisme français, en particulier, mène-t-il une politique de subordination totale aussi bien aux USA qu'à la RFA ?

Prenons le « déficit structurel en biens d'équipement », élément essentiel de la démonstration d'A. Le Pors. S'il est vrai qu'il y a déficit à l'égard des USA et de la RFA, mais aussi de l'URSS (A. Le Pors ne parle alors pas de « contrainte extérieure »), la balance commerciale de la France en machines-outils est bénéficiaire depuis 1978. On assiste, en particulier, au développement des machines à commande numérique, incorporant une technologie avancée, pour lesquelles les monopoles français semblent bien placés.

Le taux de couverture des importations par les exportations en biens d'équipement est passé de 98% en 1970 à 125% en 1978. On ne peut donc parler de « déficit structurel », qui aurait un sens de définitif et irréductible. D'autant que la recherche-innovation, l'informatique, la bureautique, la robotique, etc... font partie des priorités du 8e Plan de Giscard-Barre : les capitalistes français, bien loin de baisser les bras, mènent une politique offensive pour défendre leurs intérêts et leurs profits dans de nombreux domaines et concurrencent les monopoles US et allemands.

Le développement inégal

Citons quelques exemples :

—dans l'aéronautique, le projet européen Ariane, financé pour 62,5% par la France, le groupement Airbus-industrie dans lequel la SNIAS est à parts égales avec ses partenaires européens et qui concurrence les monopoles US ;

—dans le nucléaire, tous les efforts français sont orientés vers les surrégénérateurs pour lesquels les monopoles français bénéficient d'une avance non négligeable. Là aussi, la Société européenne est contrôlée majoritairement par la France. L'usine européenne d'enrichissement de l'uranium (nécessaire au programme nucléaire actuel) est installée en France avec une part essentielle de capitaux français ;

—dans l'informatique, après l'échec du premier plan calcul, la fusion entre la CII et Honeywell-Bull, dans laquelle les capitaux français sont majoritaires, a pour but de faire face au géant US IBM ;

—dans la sidérurgie, si le plan Davignon a amené une redistribution des cartes par une division du travail, une spécialisation de chaque maître de forges des pays européens, avec des cortèges de licenciements, on ne saurait parler d'abandon national : les trusts français ont choisi de se débarasser de tout ce qui est jugé insuffisamment rentable (produits longs) pour se spécialiser sur les « créneaux » dans lesquels ils escomptent des profits maximums (produits plats et aciers spéciaux). D'ailleurs, si la France importait plus d'acier qu'elle n'en exportait en 1976, c'est aujourd'hui le contraire.

On pourrait prendre d'autres exemples confirmant ceux-ci ou des exemples inverses. Sur un plan plus global, il faut souligner que si la structure industrielle de la RFA est plus avancée que celle de la France, si le capital y est plus concentré, si l'appareil de production est plus moderne et que l'économie allemande bénéficie en règle générale d'excédents commerciaux importants, on ne saurait parler de domination générale, de supériorité dans tous les domaines. Ainsi le Produit national brut a augmenté, en monnaie constante, de 2,9% par an en France de 73 à 78 contre 1,9% par an en RFA.

Ce qui est en cause, c'est le développement inégal du capitalisme et de l'impérialisme, provoqué par l'anarchie de la production et la course au profit maximum qui entraînent des disproportions dans les rythmes de développement des monopoles et des pays en fonction de leur situation concrète.

Stratégie du déclin ou rivalité ?

Il ressort de l'ensemble de ces faits que rien ne permet d'affirmer que les monopoles français, et Giscard qui représente leurs intérêts, aient choisi une politique de déclin, de soumission totale à l'impérialisme US et à la RFA dans le cadre du Marché commun. Au contraire, c'est la volonté des trusts français d'être compétitifs et de jouer à fond la concurrence, de ne pas disparaître ou de ne pas se laisser distancer par leurs rivaux, qu'ils soient américains ou allemands.

Chaque bourgeoisie monopoliste européenne rivalise pour sauvegarder ses profits. Elles s'unissent aussi, sur le plan européen, dans la mesure et sur les points où leurs intérêts convergent contre la concurrence des USA, du Japon ou de l'URSS.

Lorsque Giscard-Barre développent leurs efforts de redéploiement, de restructurations et leurs mesures d'austérité et d'exploitation à l'encontre des travailleurs, en disant que l'objectif est de rattraper la RFA, il ne s'agit pas d'une soumission au capital étranger, mais de rivalité entre deux impérialismes, chacun d'eux déployant tous ses efforts pour dominer l'Europe par une exploitation renforcée des travailleurs.

Il n'est certes pas faux de parler de « déclin » : l'impérialisme français n'est plus, comme au moment de son apogée, en mesure de prétendre à l'hégémonie mondiale. La stratégie de Giscard-Barre vise justement, dans cette situation, à redisposer l'ensemble du dispositif économique et politique de l'impérialisme français, à concentrer les forces du capital monopolistes autour de certains « créneaux » particulièrement rentables. Le 8e Plan est particulièrement clair quand il écrit : *« Certaines études indiquent que le seuil de compétitivité se situerait à 10% du marché total. On sait d'autre part que l'industrie française représente environ 5% de l'industrie mondiale. Rapprocher les deux chiffres, c'est mettre en évidence que l'industrie française ne peut pas tout faire. Elle doit pratiquer la sélection, se concentrer sur ses points forts, et y consacrer l'essentiel de ses moyens ».* (p. 151)

L'appréciation correcte de la stratégie de la bourgeoisie est une question importante pour le mouvement ouvrier. Car c'est de cette analyse que dépend aussi la stratégie à mettre en œuvre pour la classe ouvrière, dans sa lutte quotidienne contre l'exploitation capitaliste comme pour accumuler des forces pour la révolution socialiste.

D'ailleurs l'analyse de la « stratégie du déclin de la France », associée aux mots d'ordre *« Produisons français »* dégage une forte odeur de chauvinisme. Elle revient à se placer, dans les faits, du point de vue des monopoles français qui rivalisent avec leurs concurrents, en particulier allemands, à inventer une communauté d'intérêts entre les travailleurs et les entreprises dans lesquelles ils travaillent, à tourner le dos à la solidarité indispensable des travailleurs des différents pays contre leurs ennemis.

Pierre BAUBY
Catherine LEMAIRE

(1) A. Le Pors précise que sous de Gaulle, la planification *« se fondait sur une identification de l'intérêt national et des intérêts des principales sociétés capitalistes, ce que l'internationalisation de ces groupes relativement faible permettait aisément. »* (p. 120), alors qu'il s'agissait d'accélérer la concentration du capital et de renforcer l'exploitation des travailleurs.

CINEMA

Le Tiers Monde en 35mm

ENTRETIEN AVEC GALESHKA MORAVIOFF

organisateur du 3eme festival du cinéma du Tiers Monde

Masse inculte, multitude menaçante, force de travail concurrente. Voilà les images du Tiers Monde que tente d'imposer le chauvinisme dominant. C'est tout autre chose que l'on découvre quand le Tiers Monde lui-même nous offre ses propres images.

Leon CLADEL

■ Pourquoi un festival du cinéma du Tiers Monde à Paris?

Dans toutes les manifestations cinématographique des pays occidentaux, les jeux sont faits d'avance. Le cinéma des Etats-Unis domine largement, les pays européens se partagent le restant du gâteau, on accorde des miettes à l'URSS et aux pays de l'Est et exceptionnellement, pour la photo, un prix à un film du Tiers Monde : ce fut le cas pour *«Chronique des années de braise»* de l'Algérien Lakdar Hamina. Glauber Rocha a obtenu le prix du document humain pour *«Pater Panchali»*. Venise a donné quelques prix de façon ponctuelle. Il n'y a pas eu de lieu, dans les pays occidentaux, où en permanence on présentait des films du Tiers Monde. Les festivals ne sont pas seuls en cause, certains font des efforts comme le Forum de Berlin, celui de Locarno pour montrer ce qu'il y a de meilleur.

Le festival de Cannes a débuté en 1939, mais il faut savoir que les pays du Tiers Monde ont produit avant cette date des œuvres qui sont très peu connues. Les Chinois ont produit dans les années 30 des centaines de films, il en reste quelques-uns. Il ne subsiste que 1/1000 des films indiens produits à cette époque. Dans des pays comme les Philippines, l'Amérique du Sud, tout a disparu. La conservation des films demande un entretien permanent dans les lieux de stockage bien précis, tout cela est très coûteux. Seule une large diffusion pourrait permettre de sauver tout ce patrimoine cinématographique. Nous pensons, quant à nous, qu'il faut faire l'information par la diffusion.

■ Y a-t-il un problème de la diffusion du cinéma du Tiers Monde en France?

Il y a en France un cinéma d'auteur qui favorise les grands. Les jeunes n'ont pas la parole. Seule institution, la cinémathèque a organisé une rétrospective du cinéma indien que nous avons reprise dix ans plus tard. Sur un an, 30 films du Tiers Monde ont été diffusés dans les cinés-clubs. Il s'agit de reprises de films en distribution depuis 20 ans en France. En moyenne, on peut voir en France 8 films du Tiers Monde qui font 15000 entrées par an, ce jusqu'à aujourd'hui. Il faut compter dans ce chiffre 20% de films asiatiques. Récemment, ces quatre dernières années, il y a eu deux films de l'Indien Satiajit Ray et deux films chinois dont *«La fille aux cheveux blancs»*. L'Algérie et la Tunisie sont un peu privilégiées du fait de la présence des travailleurs immigrés.

■ Comment avez-vous organisé la programmation?

Au cours des deux premiers festivals, nous avons expérimenté que le public, si public il y a, ne vient voir que ce qu'il connaît déjà. Il n'est pas attiré par ce qui est peu connu. Nous avons comme objectif de doubler notre impact.

Le choix de Satiajit Ray, comme pôle central –du fait de sa notoriété– nous permettra d'avoir le maximum de publicité dans la presse et de frapper un grand coup.

En France, on est très traumatisé par l'Individu et par le cinéma d'auteur, voilà pourquoi nous avons rassemblé les films autour de cinq personnalités.

Le premier pôle de ce festival sera Satiajit Ray. Ni cinéaste révolutionnaire ni cinéaste expérimental, il n'est pas non plus un cinéaste de crise. Il a une manière très classique de s'exprimer. Ce qui frappe chez lui, c'est la tenue de la mise en scène. Dans pas mal de films du Tiers Monde, les acteurs jouent sans artifice, sans problème. Ils n'en font pas trop, ils sont naturels. Il y a plusieurs écoles de mise en scène : Stanislavski, Reinard, Actor Studio. En Chine et en Inde, il ne s'agit pas des mêmes écoles. Pourtant, quand on voit des films chinois ou indiens, on trouve une très grande force dans le jeu des acteurs, ils jouent de façon réaliste, avec une grande originalité, ayant su trouver un style cinématographique qui leur est propre en rupture avec le théâtre et l'Opéra de Pékin.

Le cinéaste brésilien Glauber Rocha constitue un atout important de ce festival. Nous projetons, de lui, un film très controversé : *«L'âge de la terre»* film manifeste. Un film qui dit un certain nombre de choses sur les problèmes des pays du Tiers Monde. Un film de crise et de crise d'identité très révélateur de la situation actuelle de ces pays. Les pays du Tiers Monde se sont d'abord appropriés le pouvoir politique, puis le pouvoir économique, ils connaissent maintenant une troisième phase, celle de l'appropriation culturelle : qui sommes-nous? Pour certains peuples, c'est un problème d'identité compliqué. La révolution iranienne s'est conjuguée avec une révolution culturelle marquée par le rejet des valeurs culturelles de l'impérialisme, de la culture occidentale. Dans les pays musulmans, on assiste à un renouveau de l'Islam. Le Brésil connaît des problèmes d'identité culturelle : qu'est-ce que nous allons être, quelles sont nos racines, la terre, l'Indien, le Portugais, le réalisateur traduit tout cela dans son délire. Les films présentent un problème à partir du moment où l'on essaye de voir l'avenir en face.

Oumarou Ganda : Autour de ce cinéaste nigérien, décédé récemment, nous avons regroupé les films africains. Un cinéma qui ne révèle pas encore sa crise. Les relations culturelles avec la France sont encore celles du néocolonialisme. La production est supervisée, montée, développée en France. Les films sont faits en fonction du public occidental français. Le goût des peuples africains n'est pas le même que celui du public français. Et même si le gouvernement français veut de moins en moins intervenir, les Allemands, les Suèdois par le biais d'aides, de commandes interviennent, eux, de plus en plus.

Nous passons plusieurs films inédits : notamment le premier film du Mozambique. Bien que fait par un Brésilien, il est produit par le Mozambique et parle de ce pays. Au programme aussi, plusieurs films egyptiens de Sala Abou Seif, des films inédits de Cuba, du Vénézuela.

«L'aube des damnés» : ce film algérien date de 1965, il illustre avec force le discours du Tiers Monde à cette époque.

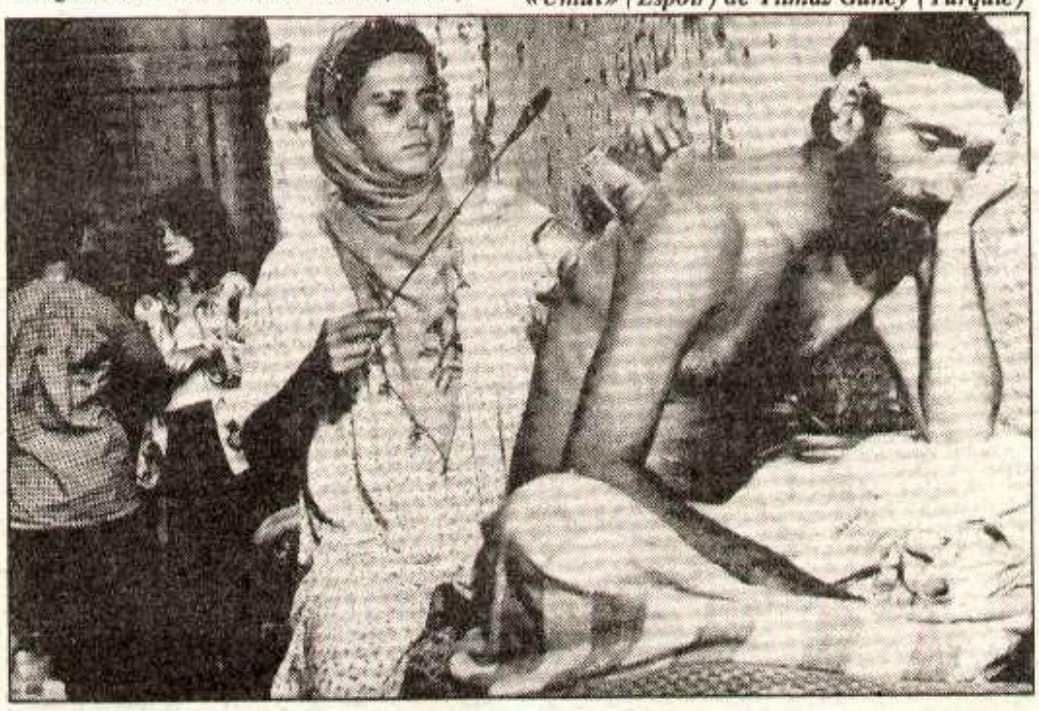
Dans *«Ali au pays des mirages»* film produit par l'Algérie pour un public algérien, c'est la condition des immigrés en France qui est évoquée. Avec les problèmes de la réinsertion au retour, de la qualification, bref le problème des immigrés vu du côté algérien. Nous projetons un film vietnamien réalisée en France sur la colonisation française. Nous proposons deux films chinois inédits. Enfin, quatre films de Léopold Torrenilson, l'un des plus importants réalisateurs argentins de notre époque, un petite rétrospective de son œuvre. Quatre films de Yilmaz Guney, cinéaste turc actuellement derrière les barreaux et dont *«Le troupeau»* a fait 170 000 entrées dans les salles françaises. Nous avons regroupé six films latino-américains autout du grand écrivain et scénariste mexicain Juan Rulfo.

Avec la section Super 8, nous voulons présenter un aspect totalement inconnu du cinéma du Tiers Monde. Les gens qui font du cinéma en 35 ou en 16 mm dans le Tiers Monde sont des privilégiés. Le discours des cinéaste brésiliens est celui de la petite bourgeoisie. En créant la section Super 8, nous avons voulu élargir la vision de la réalité, pour montrer autre chose. Le festival amateur de Tizi-Ouzou, en Algérie, n'avait rien à envier au cinéma professionnel.

■ Et après le festival?

Si le troisième festival fonctionne, le quatrième ou le cinquième seront surtout des manifestations ponctuelles, sur des pays, des régions ou des thèmes. Nous voulons montrer aux exploitants que ça peut marcher et obtenir une salle dont nous aurions la programmation, qui permette de diffuser et d'organiser des semaines du cinéma du Tiers Monde. Nous comptons beaucoup, par ailleurs, sur le développement de la vidéo.

«L'âge de la terre» Glauber Rocha (Brésil)



«Umut» (Espoir) de Yilmaz Güney (Turquie)

TROISIEME FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA DU TIERS MONDE
(avec le concours de la Fondation Philip Morris pour le cinéma)

Films d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie.
du 18 mars au 7 avril 1981
Cinéma «3 Haussman», 2 rue Chauchat (angle bd Haussmann) 75009 Paris.
Tel : 770 47 55
Bus : 20 – 48. Métro : Richelieu-Drouot.
Prix de la séance : 20,00 F de 14h à 24h.